

22 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

8. Jahrgang
29. Mai 2024

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
PARLEMENT DE WALLONIE.....	3
VLAAMS PARLEMENT	4
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	5
FÖDERALREGIERUNG	5
BELGISCHE NATIONALBANK	6
VLAAMSE REGERING	7
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	8
EUROPA UND REGIONALE ZUSAMMENARBEIT.....	10
EUROPÄISCHE KOMMISSION	10
INTERREGIONALER PARLAMENTARIERRAT IPR - GROBREGION	11
BENELUX-PARLAMENT.....	11
CONGRÈS DES POUVOIRS LOCAUX ET RÉGIONAUX.....	11
BELGISCHES STAATSBLETT.....	13
QUELLENVERZEICHNIS	38

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Dokument Nr. 365 (2023-2024) Nr. 1 11.04.2024

Petition in Bezug auf den Abschluss eines Kooperationsabkommens zwischen Französischer und Deutschsprachiger Gemeinschaft zur Verbesserung der Kleinkindbetreuung – Bericht

Dokument Nr. 358 (2023-2024) Nr. 1 26.03.2024

Anhörung des Rates der deutschsprachigen Jugend zum EU-Jugenddialog „Inklusive Gesellschaften“ und zum Mandatsplan 2023-2025 - Bericht

Dokument Nr. 297 (2023-2024) Nr. 1 11.10.2023

Anhörung der Wohn- und Pflegezentren für Senioren in der Deutschsprachigen Gemeinschaft - Bericht



Parlement de Wallonie

Question orale ([CRIC 143](#)) du 22/04/2024

Les revendications de la Communauté germanophone évoquées lors de la Commission de coopération du 14 mars 2024

de MAUEL Christine
à DI RUPO Elio, Ministre-Président du Gouvernement wallon

Mme Mauel (MR). – Monsieur le Ministre-Président, le 14 mars dernier s'est déroulée, pour la seconde fois de cette législature, la Commission de coopération entre le Parlement de Wallonie et le Parlement de la Deutschsprachigen Gemeinschaft.

En tant que députée originaire de la Communauté germanophone, j'y ai participé, tout comme les deux présidents, M. André Frédéric et M. Charles Servaty, ainsi que le ministre-président de la Communauté germanophone, M. Oliver Paasch.

Lors de cette rencontre, une série de revendications et de réflexions ont été évoquées, entre autres, la reprise des compétences de la Province de Liège sur le territoire de la Communauté germanophone dans un avenir relativement proche, ce qui semblait faire consensus.

En effet, la Communauté germanophone a exprimé – comme mon parti, le MR – sa volonté de jouer son rôle dans la réduction de la complexité du fédéralisme à la belge et, par conséquent, du nombre de niveaux de pouvoir. L'institution provinciale en tant que telle n'apporte pas de valeur ajoutée pour ce qui concerne la Communauté germanophone.

L'utilisation des langues allemande et française, surtout en ce qui concerne les traductions, semble également poser problème. La Communauté germanophone réclame, à juste titre, un traitement linguistique sur pied d'égalité avec les deux autres Communautés.

Les représentants du Parlement de la Communauté germanophone ont également exprimé leur désir de transférer certaines compétences actuellement exercées par la Région wallonne à la Communauté germanophone, entre autres, dans des domaines tels que l'urbanisme et l'aménagement du territoire, l'environnement et l'énergie, qui ont été transférés en 2019.

Votre collègue, M. le Ministre Collignon, vous a représenté lors de cette réunion. Avez-vous été informé par votre homologue des sujets qui y ont été traités ?

Quelle est votre attitude personnelle en ce qui concerne les transferts additionnels de compétences de la Région wallonne à la Communauté germanophone ?

Êtes-vous en faveur d'un transfert de compétences de la Province de Liège à la Communauté germanophone sur son territoire ? Plus généralement, quelle est votre attitude en ce qui concerne l'élimination des provinces en tant que niveau administratif ?

M. Di Rupo, Ministre-Président du Gouvernement wallon. – Madame la Députée, encore une fois, tout ce qui concerne les intentions et le futur – ne m'en veuillez pas – n'est pas le rôle du Gouvernement. Après les élections, les présidents et présidentes de partis discuteront de tout cela.

Comme vous le savez, les demandes vers plus d'autonomie institutionnelle de la Communauté germanophone ne datent pas d'aujourd'hui. La Région wallonne n'est toutefois pas seule compétente en matière institutionnelle puisque le Fédéral a un rôle central en la matière.

Le Parlement de la Communauté germanophone a d'ailleurs voté, le 25 mars dernier, une proposition de résolution relative à la déclaration de révision de la Constitution. Cette résolution vise à transformer la région de langue allemande en une région indépendante d'une province, à l'instar de la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Cette résolution a été adressée à la Chambre des représentants, au Sénat et au Gouvernement fédéral, c'est-à-dire

vers les entités qui ont les leviers pour répondre à la concrétisation de cette demande.

En ce qui concerne la Région wallonne, le Gouvernement wallon reste, comme il l'a toujours fait, à l'écoute de la Communauté germanophone. C'est la raison pour laquelle mon Gouvernement a décidé, la semaine dernière, d'approuver en première lecture un avant-projet de décret relatif au changement et à la rectification des limites des provinces et des communes.

En effet, étant donné que la Communauté germanophone est déjà compétente en matière d'autres aspects relatifs aux pouvoirs subordonnés transférés en 2004 et 2014, il s'indique, par souci de cohérence, de lui permettre d'établir ses propres règles relatives au changement et à la rectification des limites des communes.

Une fois le décret voté, la Communauté germanophone pourra légiférer pour encadrer notamment les fusions volontaires des communes germanophones.

Mme Mauel (MR). – Je vous remercie, Monsieur le Ministre-Président, et je suis contente d'entendre que votre Gouvernement a décidé d'approuver ce changement pour la Communauté germanophone afin qu'elle soit dorénavant à même de changer elle-même ses limites au niveau de la province et des communes.

Néanmoins, j'aurais bien voulu entendre un peu plus de votre point de vue, mais je me contenterai de cela. Attendons, comme vous l'avez dit, le résultat des élections pour y voir un peu plus clair.



Vlaams Parlement

**Dokument Nr. [2190](#) (2023-2024) nr.1
23.05.2024**

Voorstel van decreet tot wijziging van het decreet van 17 mei 2024 over het onderwijs in de gemeenschapsinstellingen die in uitvoering van het jeugddelinquentierecht zijn opgericht, wat de persoonsgegevens en vrijheidsbeperkende maatregelen betreft

Neues aus den Regierungen



[Mitteilung vom 28.05.2024](#)

Près de cinq fois plus de voitures de fonction électriques en deux ans

Le nombre de voitures de fonction électriques a fortement augmenté entre le début de l'année 2022 et la fin de l'année 2023. C'est ce que révèlent les chiffres de l'Office national de sécurité sociale (ONSS) sur le verdissement du parc des voitures de fonction.

[Mitteilung vom 27.05.2024](#)

Résultats de l'adjudication OLO du 27 mai 2024

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de ce jour pour un montant total de EUR 2.503 milliards. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

OLO 2.85% 22/10/2034 (OLO 100)
ISIN Code : BE0000360694 - 22/10/2034
Montant accepté (EUR milliards) : 1.498
Rend. moyen pondéré: 3.098%
Bid-to-cover ratio : 1.55

OLO 3.50% 22/06/2055 (OLO 101)
ISIN Code : BE0000361700 - 22/06/2055
Montant accepté (EUR milliards) : 1.005
Rend. moyen pondéré: 3.541%
Bid-to-cover ratio : 1.56

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/OLO ou Bloomberg BEDA - Capital Market - OLO Auctions - Results.

Mieux protéger les futures mamans et leur bébé contre les perturbateurs endocriniens

Le SPF Santé publique lance, en collaboration avec les régions et les communautés, une campagne de sensibilisation sur les perturbateurs endocriniens. Elle cible les femmes enceintes et celles qui souhaitent le devenir. L'exposition à ces substances pendant la grossesse peut affecter la santé de la future maman et du bébé, et est associée à des troubles comme le diabète, l'autisme, l'endométriose et certains cancers. En suivant quelques recommandations simples, telles que laver les vêtements neufs avant de les porter et éviter de réchauffer la nourriture au micro-ondes dans des récipients en plastique, la maman, le co-parent et les autres membres de la famille peuvent réduire leur exposition à ces substances et, par conséquent, les

risques pour leur santé. Ces messages seront diffusés au cours des prochains mois, avec l'aide de nombreux partenaires.

[Mitteilung vom 24.05.2024](#)

Adjudication OLO du 27 mai 2024 : montant à adjuger

L'Agence fédérale de la Dette communique que la fourchette du montant qui sera adjugé lors de la prochaine adjudication d'OLO le lundi 27 mai 2024, est de EUR 2/2.5 milliards

2 lignes d'OLO seront adjugées:

1. OLO 2.85% 22/10/2034 ISIN BE0000360694 (OLO 100)
2. OLO 3.50% 22/06/2055 ISIN BE0000361700 (OLO 101)

40 ans de CITES en Belgique

Ce 24 mai, la cellule CITES du SPF Santé publique organise un événement pour célébrer le 40ème anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention sur le commerce durable des espèces menacées dans notre pays.

[Mitteilung vom 23.05.2024](#)

Retour sur les grandes tendances 2023 du secteur indépendant

La Belgique compte 1.279.170 indépendants au 31 décembre 2023 (824.296 hommes et 454.874 femmes), soit 1,73 % de plus que l'an dernier. Comme depuis plus de 20 ans, le nombre de travailleurs indépendants augmente donc encore. Si cette tendance à la hausse concerne toutes les catégories d'affiliés, elle ne concerne cependant que les secteurs de l'industrie, des professions libérales et des services. Retour sur les autres grandes tendances qui ont marqué 2023.

L'Institut fédéral des droits humains s'inquiète de la fragilisation de l'État de droit en Belgique

L'Institut fédéral des droits humains (IFDH) publie aujourd'hui son rapport annuel. Chargé de veiller au respect des droits humains en Belgique, l'IFDH constate une tendance négative. Martien Schotsmans, sa directrice : « Nous sommes face à un risque d'érosion de l'État de droit. Certains droits fondamentaux et principes démocratiques de base semblent parfois être remis en question. »

Mesurer les temps d'attente dans les soins de santé : pour qui, pourquoi, comment ?

Nous en avons tous déjà fait l'expérience : il faut parfois s'armer de patience pour obtenir un rendez-vous pour une consultation, un examen ou un traitement. La possibilité d'accéder aux soins en temps opportun est un déterminant important de

l'accessibilité et de la performance du système de santé, et une préoccupation cruciale pour tous les acteurs du secteur. En Belgique, il n'existe actuellement pas de système structurel pour mesurer les délais d'accès aux soins ou « temps d'attente ». Pourtant, ceux-ci pourraient représenter une source d'information précieuse pour, par exemple, identifier des zones mal desservies ou aider les décideurs dans leur mission de planification de l'offre (p.ex. fixation du nombre d'étudiants en médecine). A la demande du SPF Santé publique, le Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé (KCE) s'est penché sur la faisabilité d'une collecte de données sur les temps d'attente, et sur les modalités concrètes à privilégier pour l'organiser. Les auteurs de cette nouvelle étude soulignent en première instance qu'il est important que le coût (financier et humain) d'une telle mesure ne soit pas excessif par rapport à sa valeur ajoutée ; si cette condition est remplie, ils préconisent un système de collecte centralisé, transparent et soigneusement documenté. Ils précisent toutefois aussi que l'analyse des temps d'attente devrait s'inscrire dans une réflexion plus large sur l'accès aux soins.

Mitteilung vom 22.05.2024

Une riche histoire, pour un avenir prometteur: 175 ans du Conseil Supérieur de la Santé

En 2024, le Conseil Supérieur de la Santé fêtera son 175^e anniversaire. Depuis 175 ans, le Conseil s'efforce de promouvoir une société saine et de garantir les meilleurs soins de santé. Cet anniversaire est l'occasion de revenir sur sa riche histoire, de réfléchir aux progrès accomplis et de se tourner vers les défis et les opportunités que l'avenir nous réserve.

Le Conseil Supérieur de la Santé donne le coup d'envoi des célébrations demain, le jeudi 23 mai 2024 au Palais des Académies à Bruxelles. Le programme comprend des exposés stimulants sur notre résilience dans les temps difficiles, la place de l'intelligence artificielle dans les soins de santé et les défis sanitaires auxquels nous sommes confrontés dans le cadre de la lutte pour le climat.

Bons d'État - Émission du 4 juin 2024 - Coupons

Communiqué de presse de l'Agence Fédérale de la Dette :

Les coupons des bons d'État qui seront émis le 4 juin 2024 prochain sont fixés comme suit:

- Bon d'État à 1 an (4 juin 2024-2025, ISIN BE3871296260) : 3,20 %
- Bon d'État à 8 ans (4 juin 2024-2032, ISIN BE3871297276) : 2,80 %

Pour ces bons d'État, le prix d'émission est fixé à 100.00 %.

Via les établissements placeurs, la période de souscription se déroulera du vendredi 24 mai 2024 au lundi 3 juin 2024 inclus.

Concernant le service des Grands-Livres, la période de souscription se déroulera du vendredi 24 mai 2024 au vendredi 31 mai 2024 inclus (réception des fonds au plus tard le 3 juin 2024).

Mitteilung vom 21.05.2024

Adjudication OLO du 27 mai 2024

L'Agence fédérale de la Dette communique que les 2 lignes d'OLO suivantes seront adjudgées le lundi 27 mai 2024 :

1.
Dénomination : OLO 2.85% 22/10/2034
Code ISIN : BE0000360694
Numéro OLO : OLO 100
Encours : EUR 9 309 000 000.00

2.
Dénomination : OLO 3.50% 22/06/2055
Code ISIN : BE0000361700
Numéro OLO : OLO 101
Encours : EUR 6 126 000 000.00

La date de paiement est fixée au 29 mai 2024. Le vendredi 24 mai dans la matinée, l'Agence fédérale de la Dette annoncera la fourchette du montant à adjuger.

Medex a reconnu 454 demandes de maladie professionnelle pour le COVID-19

Lors de la pandémie de COVID-19, de nombreuses personnes ont été infectées par le coronavirus sur leur lieu de travail, comme les gardiens de prison, les enseignants et le personnel de santé. Elles peuvent demander à ce que leur infection soit reconnue comme maladie professionnelle. Toutes les maladies que l'on peut contracter au travail ne sont pas nécessairement des maladies professionnelles. Les maladies professionnelles sont des maladies causées de façon directe et déterminante par l'exercice d'une profession. Il y a une liste officielle qui énumère un certain nombre de maladies, mais il est également possible de faire reconnaître comme une maladie professionnelle une maladie qui n'est pas sur cette liste.

 **Belgische Nationalbank**

Konjunkturerhebung und Umfrage bei Unternehmen zu den Kreditbedingungen

Das Unternehmensvertrauen stieg im Mai leicht an und kehrte den Rückgang vom April teilweise um.

Die Unternehmen bestätigten auch eine weitere Lockerung der Kreditbedingungen im April.

... [weiter lesen](#) > [Infografik](#)

Das Verbrauchervertrauen schwächt sich im Mai weiter leicht ab

Das Verbrauchervertrauen ist den zweiten Monat in Folge leicht gesunken. Dies ist hauptsächlich auf die schlechteren Erwartungen hinsichtlich der allgemeinen Wirtschaftslage in Belgien zurückzuführen. ... [weiter lesen](#) > [Infografik](#)

Warum verfolgt die EZB die Lohndynamik so genau?

Die hohe Inflation gibt Anlass zur Sorge über ihre Auswirkungen auf Löhne und Kosten. Die schnelle Anpassung der Löhne in Belgien aufgrund der automatischen Indexierung steht im Gegensatz zu dem eher allmählichen Prozess im Euro-Währungsgebiet. In beiden Fällen reichte das Produktivitätswachstum jedoch nicht aus, um die Kosten einzudämmen, was einen Preisdruck auslöst.

... [weiter lesen](#)



Vlaamse Regering

Ministerraad van 24 mei 2024

- Aangepast reglement 'Open Oproep' Vlaamse Bouwmeester
- Verlenging overeenkomsten Koninklijk Museum voor Schone Kunsten Antwerpen (KMSKA), Museum van Hedendaagse Kunst Antwerpen (M HKA) en Mu.ZEE
- Addenda beheersovereenkomsten 2024-2025 meemoo en publiq: opstart programma Digitale Transformatie en exploitatie UiTwisselingsplatform
- Vaststellen beheersreglement Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek (VITO) 2024-2028
- Wijziging toekenning sectorale investeringsubsidies cultuur- en jeugdinfrastructuur met bovenlokaal belang
- Principiële erfpachtovereenkomst Amerikaans Theater in Brussel
- Wijziging diverse bepalingen Vlaamse sociale bescherming (VSB)
- Wijziging subsidiebesluiten observatie-, diagnose- en behandelingsunits en Stan Trefpunt verstandelijke handicap vzw: ondersteuning minderjarigen, invoering time-out plaatsen en inschakeling externe coaches
- Vergoedingen voor multidisciplinaire teams: wijzigingsbesluit
- Overeenkomst Vlaamse Wetenschappelijke Vereniging voor Jeugdgezondheidszorg (VWVJ) 2025-2029 als partnerorganisatie preventieve gezondheidszorg door Centra voor Leerlingenbegeleiding (CLB)
- Indeling zorgregio's en samenwerking en programmering van gezondheids- en welzijnsvoorzieningen: aanpassing naar aanleiding fusie gemeenten
- Financiering zorginrichtingen: toepassing eCalcula
- Steunpunt Welzijn, Volksgezondheid en Gezin (WVG): subsidie werkjaar 2024-2025
- Wijziging verschillende besluiten rond de regelgeving voor investeringsbetoelaging in de welzijns- en gezondheidssector
- Wijziging regelgeving erkenningsnormen ziekenhuizen en hun diensten
- Uitvoeringsbesluit decreet organisatie en ondersteuning geestelijke gezondheidsaanbod: erkenning (comité) geestelijke gezondheidsnetwerken
- Wijziging Vlaams personeelsstatuut (VPS): verhoging federale jaarsalaris en statutaire proefperiode tijdens vakbondsverlof
- Middelens Vlaams Klimaatfonds (VKF) voor cofinanciering maatregelen 'Het LEKP verderzetten en versterken' en 'Mijn VerbouwBegeleiding' 2024
- Addendum 4 bij convenant 2024-2028 met Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek (VITO): Wijkrenovatie tool 'digital twin' vervolg
- Identificatie en registratie van honden
- Personeel universiteiten: wijzigingsbesluit gebruik eindejaarstoelage/vakantiedagen voor fietsleasing
- Beoordelingskader HBO5 basisverpleegkunde
- Identificatie, registratie en sterilisatie van katten
- Onderwijspersoneel: gebruik eindejaarstoelage voor fietsleasing
- Wijziging regelgeving nuttige ervaring, concordantie en bekwaamheidsbewijzen en salarisschalen volwassenenonderwijs
- Nieuwe opleidingsprofielen volwassenenonderwijs: wijzigingsbesluit
- Erkenning beroepskwalificaties 'Installateur Datacommunicatie en Netwerken' en 'Technicus Datacommunicatie en Netwerken'
- Erkenning beroepskwalificaties 'Amateur audio-maker' en 'Praktijkassistent'
- Principiële definitieve vaststelling gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan (GRUP) 'Defensie' in Zaventem
- Rechtspositieregeling effectieve bestuursrecht Vlaamse bestuursrechtscolleges
- Vergoedingen Raad voor betwistingen van studievoortgangsbeslissingen: wijzigingsbesluit

- Realisatieakkoord voor een grootstedelijk landschappelijk gebied ten zuiden van de Leopold III-laan bij de herbestemming van het militair gebied in Zaventem
- Opstart geïntegreerd planningsproces gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan 'Westrode Morgen' in Meise
- Complex project 'Noord-Zuidverbinding Limburg': ontwerp van projectbesluit NZL – fase 1
- Definitieve vaststelling GRUP 'Ringpark Zuid' in Antwerpen
- Projectoproep innovatieve woonprojecten in de sociale huisvestingssector 2024
- Vervanging bestuurders Vlaamse Participatiemaatschappij NV (VPM)
- Ziekenhuis Oost-Limburg: subsidie Pendelfonds
- Centrum voor Jeugdtoerisme vzw: subsidie bouwproject 'creëren van een jeugdverblijf 'De Chalet' in Kemmel
- Addendum 3 bij protocol Vlaams Gewest en provincie Limburg met betrekking tot hertekeuring van Limburgse Reconversie-maatschappij-groep
- Toekenning strategische transformatiesteun aan Tubobel Aqua nv in Tessenderlo
- Vlaamse deelname aan en/of subsidiëring van internationale onderzoeksinfrastructuur: wijzigingsbesluit
- Raad van bestuur Flanders Future Techfund (FFTF): voordracht bestuurders en aanduiding waarnemers
- Herverdelingsbesluit verlenging gemeenschappelijk initiatiefrecht binnen het Vlaams Opleidingsverlof

Mededelingen

- Agentschap Innoveren & Ondernemen en het "Fonds Innoveren en Ondernemen": jaarverslag 2023
- Sectorraad Media van de Raad voor Cultuur, Jeugd, Sport en Media (SARC): vervanging leden
- Programma ter bevordering van de digitale transformatie van kmo's en innovatievolgers
- Instructie beleids- en begrotingstoelichting (BBT) naar aanleiding van de begrotingsopmaak 2025
- Beheerregeling Aziatische hoornaar
- Brandveiligheidsnormen woonzorgvoorzieningen
- Beheerscommissie van het Eigen Vermogen Digitaal Vlaanderen: vervanging leden
- Overzicht van de ontwikkelingen op niveau van de Europese Unie (EU): april 2024



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 23.05.2024

Plan de relance - Un plan stratégique de déploiement de l'hydrogène en Wallonie

Le Gouvernement wallon a définitivement validé son Plan stratégique pour le développement de la filière de production et de valorisation de l'hydrogène en Wallonie.

Vers une vallée de l'hydrogène en Wallonie

L'hydrogène renouvelable et bas-carbone constitue à la fois une source d'énergie prometteuse et une matière première intéressante pour réduire les émissions de carbone de certains cas d'usages spécifiques dans l'industrie et la mobilité lourde.

Le Gouvernement wallon a déjà acté en février 2024 son ambition de faire de la Wallonie dans son ensemble une Vallée de l'hydrogène. En vue de positionner notre Région comme un hub sur la carte européenne de l'hydrogène d'ici 2030, il est impératif de favoriser rapidement le développement de chaînes énergétiques locales selon une approche intégrée « vallée de l'hydrogène ».

Dans le cadre de la Programmation 2024 du Fonds wallon Kyoto, la Région wallonne a chargé BEFin, filiale de Wallonie-Entreprendre, au travers de sa mission déléguée WalEnergie, conjointement avec le SPW TLPE (Energie), de lancer un appel à projets en soutien au développement d'une « Vallée de l'hydrogène » en Wallonie. Les modalités de cet appel ont été adoptées aujourd'hui par le Gouvernement wallon.

Soutien aux énergies renouvelables : la Wallonie accélère vers 2030

Le Gouvernement Wallon renforce son soutien aux énergies renouvelables.

Dans le cadre de son engagement continu pour promouvoir les énergies renouvelables et atteindre les objectifs du Plan Air Climat Énergie 2030 (PACE 2030), le Gouvernement Wallon a décidé de pérenniser le soutien à la production d'électricité renouvelable jusqu'à 2028 au travers du mécanisme des certificats verts.

Cette initiative vise à encourager et à sécuriser le déploiement des installations de production d'énergie renouvelable en Wallonie. Les objectifs régionaux pour 2030 visent une augmentation de la part des sources d'énergie renouvelables à 28-29 %.

Agrément des partenaires en matière de mobilité durable et de sécurité routière

Le Gouvernement wallon a adopté en première lecture le projet d'arrêté relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires en matière de mobilité durable, de sensibilisation et d'éducation à la sécurité routière. Cet arrêté prévoit différentes modalités destinées à mettre en œuvre le décret adopté en mars dernier.

Plan de relance - Lutte contre les passoires énergétiques : aide aux petits propriétaires

Dans son dernier baromètre de la précarité en Belgique, publié récemment, la Fondation Roi Baudouin a estimé que les mesures d'aides fédérales ou régionales ont eu un effet bouclier pour les ménages les plus précaires, en permettant d'amortir le choc de la crise.

Pour lutter contre la précarité énergétique, le système de primes pour les ménages aux revenus modestes a ainsi été réformé en Wallonie, de manière à les soutenir davantage et à élargir la gamme de bénéficiaires.

Et ce jeudi, le Gouvernement wallon a, à nouveau, pris une décision destinée à aider les publics les plus vulnérables : les petits propriétaires qui n'avaient pas jusqu'ici de revenus suffisants pour bénéficier des prêts à taux zéro de la Société wallonne du Crédit Social et du Fonds du Logement.

Plan de relance - Développement Urbain – 12 nouveaux projets adoptés !

Le Gouvernement wallon approuve, sur proposition du ministre des Pouvoirs locaux, une dernière phase de sélection de 12 nouveaux projets de développement urbain !

En complément de la décision prise par le Gouvernement wallon le 2 mai dernier, c'est plus de 17 millions qui viennent s'ajouter aux 44 millions déjà octroyés en Wallonie !

Plan de relance - Les modalités d'application de la grille indicative du logement étudiant

Le Gouvernement wallon approuve en dernière lecture l'arrêté d'application de la grille indicative des loyers du logement étudiant.

Cet outil objectif va permettre de servir de cadre de référence dans la relation entre le propriétaire-bailleur et le locataire étudiant. En effet, la grille étudiante a pour but de fixer un rapport qualité-loyer juste.

Elle vise à objectiver le prix d'un bien et à tempérer l'augmentation des nouveaux baux et à mieux circonscrire la typologie des logements étudiants en prenant en compte les loyers pratiqués sur ce segment particulier du parc locatif.

Europa und regionale Zusammenarbeit



Europäische Kommission

Frühjahrsprognose 2024

„Eine allmähliche Expansion angesichts hoher geopolitischer Risiken“

Für 2024 wird ein BIP-Wachstum von 1,0 % in der EU (und 0,8 % im Euro-Währungsgebiet) prognostiziert. Dies ist ein leichter Anstieg gegenüber der Winterprognose 2024 für die EU.

Die Prognosen gehen davon aus, dass sich das BIP-Wachstum der EU 2025 voraussichtlich auf 1,6 % verbessern wird.

Fast alle Mitgliedstaaten würden 2024 wieder zum Wachstum zurückkehren.

Die Konjunktur stagnierte im Jahr 2023 weitgehend. Der private Konsum wuchs nur um 0,4 %. Trotz eines robusten Beschäftigungs- und Lohnwachstums übertrafen die Arbeitseinkommen die Inflation kaum.

Die privaten Haushalte legten einen größeren Teil ihrer verfügbaren Einkommen beiseite als 2022, da die hohen Zinssätze die Opportunitätskosten des Konsums erhöhten, während die hohe Unsicherheit, die Erosion des realen Vermögenswerts durch die Inflation und der Rückgang der Immobilienpreise die Vorsorgeersparnisse aufrechterhielten.

Die Investitionen stiegen 2023 um 1,5 %, vor allem aber bedingt durch eine beträchtliche Übertragung ab 2022. Insbesondere gegen Jahresende 2023 war die Investitionsschwäche in den Mitgliedstaaten und in den Vermögensarten weit verbreitet, wobei der zinsensitive Bausektor stark verkleinert wurde.

Die am Harmonisierten Verbraucherpreisindex gemessene Inflation dürfte im Prognosehorizont weiter sinken. In der EU wird nun erwartet, dass sie von 6,4 % im Jahr 2023 auf 2,7 % im Jahr 2024 und 2,2 % im Jahr 2025 zurückgehen wird.

Prognose für Belgien

Das Wirtschaftswachstum in Belgien dürfte im Prognosezeitraum mit 1,3 % im Jahr 2024 und 1,4 % im Jahr 2025 weitgehend stabil bleiben. Der Ausstieg der staatlichen Maßnahmen zur Begrenzung der Preiserhöhungen soll die Inflation 2024 auf 4,0 % treiben, bevor sie 2025 auf 2,3 % sinkt. Das öffentliche Defizit dürfte sich 2024 bei 4,4 % des BIP stabilisieren, bevor es 2025 aufgrund eines

Aufwärtsdrucks auf die laufenden Ausgaben auf 4,7 % des BIP ansteigt.

Die Staatsverschuldung dürfte 2024 bei 105 % des BIP stabil bleiben und 2025 auf 107 % des BIP ansteigen.

Die konjunkturelle Aktivität nahm 2023 aufgrund des privaten Verbrauchs und einer Erholung der Unternehmensinvestitionen um 1,4 % zu. Es wird erwartet, dass das reale BIP 2024 und 2025 in ähnlichem Tempo wachsen wird. Im ersten Quartal dieses Jahres erreichte das reale BIP-Wachstum 0,3 %.

Im Laufe des Jahres 2024 soll der Wohnungsbau weiterhin durch hohe Finanzierungskosten zurückgehalten werden.

Verlangsamung der Beschäftigung

Nach einem Erreichen von 0,8 % im Jahr 2023 dürfte sich das Beschäftigungswachstum im Jahr 2024 auf 0,4 % und 2025 auf 0,6 % verlangsamen, während die Arbeitslosenquote im Prognosehorizont mit 5,6 % im Jahr 2024 und 5,4 % im Jahr 2025 weitgehend stabil bleiben wird. Getrieben vor allem durch die automatische Indexierung der Löhne wird das Arbeitnehmerentgelt pro Kopf 2024 um 3,5 % und 2025 um 2,6 % steigen.

Wiederbelebung der Inflation

Die Inflation sank 2023 auf 2,3 %, was auf die rasche Übertragung sinkender Gas- und Strompreise auf Endkundenpreise sowie auf die Auswirkungen staatlicher Maßnahmen zur Abmilderung der Auswirkungen hoher Energiepreise zurückzuführen ist. Der Ausstieg dieser Maßnahmen soll die Gesamtinflation 2024 auf 4,0 % treiben. Im Jahr 2025 wird er voraussichtlich wieder auf 2,3 % sinken. Da der zugrunde liegende Kostendruck im Prognosezeitraum nachlässt, wird die Gesamtinflation ohne Energie und Nahrungsmittel im Jahr 2024 sinken, um im Jahr 2025 allmählich zu Werten von fast 2 % zurückzukehren.

Staatsdefizit weiter verschlechtert

Im Jahr 2023 erreichte das öffentliche Haushaltsdefizit 4,4 % des BIP, getrieben durch die automatische Indexierung der Löhne und Sozialleistungen im öffentlichen Sektor, alternde Kosten und steigende Zinszahlungen. Dieser Defizitanstieg erfolgte trotz des vollständigen schrittweisen Auslaufens der befristeten COVID-19-Notmaßnahmen, die 2022 schätzungsweise 0,5 % des BIP betragen haben.

Darüber hinaus dürften die Nettohaushaltskosten der Maßnahmen zur Abmilderung der Auswirkungen hoher Energiepreise im Jahr 2023 auf 0,4 % des BIP zurückgegangen sein, verglichen mit 0,8 % im Jahr 2022.

Im Jahr 2025 dürften auf der Grundlage unveränderter Politiken steigende Haushaltskosten aufgrund der demografischen Alterung und höhere

Zinszahlungen zu einem Anstieg des öffentlichen Haushaltsdefizits auf 4,7 % des BIP führen.

Der öffentliche Schuldenstand erreichte 2023 105,2 % des BIP. Es wird prognostiziert, dass es 2024 weitgehend stabil bleiben wird, da die Anpassung des Bestandsflusses infolge eines Überschusses an Bargeld Ende-2023 infolge der Ausgabe kurzfristiger Staatsanleihen verringert wird.

Im Jahr 2025 dürfte der Schuldenstand aufgrund des hohen Haushaltsdefizits auf 106,7 % des BIP steigen. Der projizierte stetige Anstieg der Zinszahlungen und die Normalisierung des nominalen Wirtschaftswachstums dürften den Zinssatz – das Wirtschaftswachstumsdifferenzial – ungünstiger machen als in den Vorjahren.



Interregionaler Parlamentarierrat IPR - Großregion

Save-the-date

Erinnern und Gedenken über Grenzen hinweg

Grenzüberschreitende Fachtagung
am 10.10.2024 in Trier

Die Großregion als Grenzraum im Herzen Europas verfügt über eine eng verwobene Geschichte ihrer sieben Teilregionen in Deutschland, Frankreich, Luxemburg und Belgien. Aus diesem Grund setzt sich die rheinland-pfälzische IPR-Präsidentschaft dafür ein, das Erinnern und Gedenken an historische Ereignisse und den Umgang damit zu einem grenzüberschreitenden Projekt zu machen.

Am 10. Oktober 2024 wird der Landtag Rheinland-Pfalz eine grenzüberschreitende Fachtagung über das Erinnern und Gedenken in der Großregion in Trier durchführen.

Die Veranstaltung soll dem Wissensaustausch über die Zeit des Nationalsozialismus, über den heutigen Umgang damit sowie über konkrete Maßnahmen gegen Antisemitismus in der Großregion dienen und die Möglichkeit der Vernetzung im Bereich der Erinnerungs- und Gedenkarbeit in der Großregion bieten.

[Alle weiteren Informationen](#)



BENELUX-PARLAMENT

24. Mai 2024 – Ausschüsse

Politique cyclable, agenda ferroviaire, avenir de l'agriculture, sécurité des ports et politique commerciale de l'UE

Le 24 mai 2024, une nouvelle journée de commission du Parlement Benelux était prévue à Bruxelles.

Lors de cette réunion, la commission des Finances et de la Mobilité a approuvé deux propositions de recommandation : l'une sur la politique cyclable et l'autre sur l'agenda ferroviaire du Benelux. Les deux propositions seront soumises à la session plénière du 14 juin 2024 à La Haye.

Les commissions réunies de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Climat & de l'Économie, de l'Agriculture et de l'Énergie ont continué à travailler sur une recommandation relative à « l'avenir de l'agriculture ».

Les commissions réunies Justice et Sécurité & Coopération transfrontalière ont continué à travailler sur le thème de « la sécurité des ports », qui sera également au centre de la session plénière du 14 juin 2024. M. Yannick Herrebaut, Cyber Resilience Manager du port d'Anvers-Bruges (B), a été invité pour une présentation.

Dans le cadre de ses travaux sur le thème : « La modernisation de la politique commerciale de l'UE et l'impact connexe du Brexit », la commission des Affaires étrangères a organisé une audition avec les experts suivants :

- M. Olivier Joris, délégué permanent de la Fédération des entreprises belges (FEB) auprès de BUSINESSEUROPE (B).
- Mme Laura Stam, conseillère en affaires européennes à VNO-NCW et MKB-Nederland (NL)



Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Participatory democracy: newsroom

On the first meeting, 39 member states discussed democratic challenges and CDDEM tasks for the biennium 2024-2025

On 13-14 May 2024, the Steering Committee on Democracy held its first plenary meeting in Strasbourg. The Secretary General, Marija Pejčinović

Burić, and President of the Ministers' Deputies, Domenik Wanger, welcomed the participants. Delegates from 39 member states discussed democratic challenges and committee tasks for the biennium 2024-2025 with representatives of relevant Council of Europe bodies, the European Union, academia and civil society.

The CDDEM will focus in the next two years on creating parameters to facilitate the implementation of the Reykjavik Principles for Democracy. The committee will also work to empower the civic space by updating Recommendation CM/Rec(2007)14 on legal status of non-governmental organisations in Europe, contributing to the CDDH review of the implementation of Recommendation CM/Rec(2018)11 on the need to strengthen the protection and promotion of civil society space in Europe, and developing guidance to enhance civil society participation in Council of Europe work.

The CDDEM will moreover analyse the advantages and risks of using artificial intelligence in public debate about democratic processes.

Belgisches Staatsblatt



N. 111 vom 27. Mai 2024 (s. Anlage)

Service public fédéral Chancellerie du Premier Ministre
Déclaration de révision de la Constitution, p. [65181](#).

Service public fédéral Chancellerie du Premier Ministre et Service public fédéral Intérieur
18 MAI 2024. — **Arrêté royal portant convocation des collèges électoraux pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi que convocation des nouvelles Chambres**, p. [65234](#).

N. 112 vom 28. Mai 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
14. MÄRZ 2024 — **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 13. April 2017 zur Festlegung des Stellenplans für das Personal des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft**, S. [65469](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
18. APRIL 2024—**Erlass der Regierung zur Abänderung des verordnungrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung**, S. [65472](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 109 vom 23. Mai 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
21. Dezember 2022 - **Gesetz zur Festlegung verschiedener steuerrechtlicher Bestimmungen** - Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [64590](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
20. Juli 2023 - **Gesetz zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Änderung der Registrierung des Geschlechts** - Deutsche Übersetzung, S. [64594](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
4. Mai 2023 - **Gesetz zur Einfügung von Buch XIX "Verbraucherschulden" in das Wirtschaftsgesetzbuch** - Inoffizielle Koordinierung in deutscher Sprache, S. [64596](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
18. Februar 2024 - **Königlicher Erlass zur Regelung der Verteilung der Wahlkosten der**

Hauptwahlvorstände unter die Gemeinden ihres Amtsbereichs und zur Regelung der Zurverfügungstellung von Personal für diese Vorstände - Deutsche Übersetzung, S. [64602](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
29. März 2024 - **Ministerieller Erlass zur Festlegung der Muster des Antrags, den in Belgien ansässige nichtbelgische volljährige und minderjährige Bürger der Europäischen Union bei der Gemeinde ihres Hauptwohnortes einreichen müssen, wenn sie in die im Hinblick auf die Europawahlen erstellte Wählerliste eingetragen werden möchten, und der Muster des Beschlusses des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums zur Zulassung oder Ablehnung dieses Antrags** - Deutsche Übersetzung, S. [64604](#).

MINISTERIUM DER LANDSVERTEIDIGUNG
26. Dezember 2013 - **Königlicher Erlass über die Weiterbildungslehrgänge für Berufsmilitärpersonen des aktiven Kadern der Streitkräfte, die Prüfung für das Aufsteigen in den Dienstgrad eines ersten Sergeant-Majors und die Qualifikationsprüfung für den Dienstgrad eines Oberadjutanten** - Inoffizielle Koordinierung in deutscher Sprache, S. [64658](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
5. April 2024 - **Wahlen des Europäischen Parlaments, der Abgeordnetenversammlung und der Regional- und Gemeinschaftsparlamente vom 9. Juni 2024** - Deutsche Übersetzung, S. [64771](#).

N. 110 vom 24. Mai 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Kanzlei des Premierministers
15 MAI 2024 — **Revision des Artikels 7bis der Verfassung im Hinblick auf die Hinzufügung eines Absatzes zur Regelung des Wohlergehens der Tiere**, S. [64860](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
21. DEZEMBER 2022 — **Gesetz zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2021/514 des Rates vom 22. März 2021 zur Änderung der Richtlinie 2011/16/EU über die Zusammenarbeit der Verwaltungsbehörden im Bereich der Besteuerung** — Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [64869](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
11. DEZEMBER 2023 — **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 17. Mai 2007 zur Festlegung der Ausführungsmodalitäten zum Gesetz vom 15. September 2006 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Ausweisen von Ausländern in Bezug auf die Festlegung des Musters des ärztlichen Standardattests, das im Rahmen von Anträgen auf Aufenthaltserlaubnis auf der Grundlage von Artikel 9ter des Gesetzes vom 15.**

Dezember 1980 zu verwenden ist — Deutsche
Übersetzung, S. [64882](#).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[2024/202743]

Verklaring tot herziening van de Grondwet (1)

- De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening:
- van artikel 7bis van de Grondwet;
 - van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen dat de toegang tot en het waarborgen van de in de Grondwet verankerde rechten verruimt tot alle personen die onder de rechtsmacht van de Belgische Staat vallen;
 - van titel II van de Grondwet, om er nieuwe artikelen in te voegen waarin de rechten worden opgenomen die reeds zijn erkend in de voor België bindende Europese en internationale verdragen;
 - van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen betreffende de interpretatie die aan de bij titel II erkende rechten moet worden gegeven in overeenstemming met de door België geratificeerde internationale en Europese verdragen ter bescherming van de grondrechten;
 - van titel II van de Grondwet, om een artikel in te voegen waarin wordt verankerd dat de interpretatie van de Grondwet niet mag beogen de rechten en de vrijheden te vernietigen;
 - van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen betreffende de vrijwaring van de bij titel II erkende rechten;
 - van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen betreffende de voorwaarden waaraan de beperkingen moeten voldoen welke aan de bij titel II erkende rechten worden gesteld, voor zover de bepalingen van deze titel er niet anders over beschikken;
 - van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen om het recht op veiligheid te waarborgen;
 - van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen dat het recht op leven, alsook het verbod op foltering en slavernij waarborgt;
 - van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen dat het recht op een billijk proces onverkort waarborgt;
 - van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen dat de vrijheid van verplaatsing waarborgt;
 - van artikel 10, tweede lid, tweede zinsdeel, van de Grondwet;
 - van artikel 11bis, tweede lid, van de Grondwet, om een meer evenwichtige vertegenwoordiging van de genders in de regeringen te garanderen;
 - van artikel 12, derde lid, van de Grondwet, om de Europese rechtspraak in verband met de bijstand door een advocaat vanaf het eerste verhoor na te leven;
 - van artikel 21 van de Grondwet, om na het eerste lid, een lid toe te voegen om de bescherming van de bedienaren der erediensuten uit te breiden tot de afgevaardigden van de door de wet erkende organisaties die morele diensten verlenen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing, bedoeld in artikel 181, § 2;
 - van artikel 22 van de Grondwet, om een lid in te voegen dat een rechtstreekse horizontale werking toekent aan de regels betreffende de bescherming van persoonsgegevens; momenteel hebben de regels betreffende de bescherming van persoonsgegevens krachtens de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens slechts een verticale werking in de interne rechtsorde en zijn dus enkel van toepassing op de relatie burger-overheid. Het is dus van belang dat ze ook tussen burgers onderling van toepassing zijn (horizontale werking);
 - van artikel 23 van de Grondwet, om een lid toe te voegen betreffende het recht van de burger op een universele dienstverlening inzake post, communicatie en mobiliteit;
 - van artikel 25 van de Grondwet, om de waarborgen van de drukpers uit te breiden tot de andere informatiemiddelen;

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[2024/202743]

Déclaration de révision de la Constitution (1)

- Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision:
- de l'article 7bis de la Constitution;
 - du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau qui élargit l'accès et la garantie des droits prévus par la Constitution à l'ensemble des personnes se trouvant sous la juridiction de l'État belge;
 - du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer des articles nouveaux contenant les droits déjà reconnus dans les conventions européennes et internationales ayant force obligatoire en Belgique;
 - du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif à l'interprétation qui doit être donnée aux droits reconnus dans le titre II en conformité avec les traités internationaux et européens de protection des droits fondamentaux, ratifiés par la Belgique;
 - du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau visant à consacrer que l'interprétation de la Constitution ne peut viser la destruction des droits et libertés;
 - du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif à la garantie des droits reconnus par le titre II;
 - du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux conditions que doivent remplir les restrictions apportées aux droits reconnus par le titre II, pour autant que les dispositions de ce titre n'en disposent pas autrement;
 - du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau garantissant le droit à la sécurité;
 - du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau garantissant le droit à la vie et l'interdiction de la torture et de l'esclavage;
 - du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau garantissant de façon complète le droit à un procès équitable;
 - du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau garantissant la liberté de circuler;
 - de l'article 10, alinéa 2, deuxième membre de phrase, de la Constitution;
 - de l'article 11bis, alinéa 2, de la Constitution, en vue de garantir une représentation plus équilibrée des genres dans les gouvernements;
 - de l'article 12, alinéa 3, de la Constitution, afin de respecter la jurisprudence européenne en ce qui concerne l'assistance d'un avocat dès la première audition;
 - de l'article 21 de la Constitution, en vue d'y ajouter, après l'alinéa 1^{er}, un alinéa afin d'étendre la protection accordée aux ministres des cultes aux délégués des organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle, visés à l'article 181, § 2;
 - de l'article 22 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa afin de conférer un effet direct horizontal aux règles relatives à la protection des données à caractère personnel; actuellement, en vertu de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, les règles relatives à la protection des données à caractère personnel ne produisent dans l'ordre juridique interne qu'un effet vertical, ces règles ne s'appliquent donc que dans les rapports entre les particuliers et l'État. Or, il s'indique de prévoir qu'elles s'appliquent également dans les rapports entre particuliers (effet horizontal);
 - de l'article 23 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa concernant le droit du citoyen à un service universel en matière de poste, de communication et de mobilité;
 - de l'article 25 de la Constitution, en vue d'élargir les garanties de la presse aux autres moyens d'information;

- van artikel 28 van de Grondwet;
 - van artikel 29 van de Grondwet;
 - van titel III van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen betreffende de dienstgewijze decentralisatie;
 - van artikel 43, § 2, van de Grondwet;
 - van artikel 44 van de Grondwet;
 - van artikel 46 van de Grondwet, om een lid toe te voegen om een oplossing te bieden voor lang aanslepende regeringsvormingen;
 - van artikel 48 van de Grondwet;
 - van artikel 49 van de Grondwet;
 - van artikel 56, tweede lid, van de Grondwet;
 - van de bepalingen van titel III, hoofdstuk 1, afdeling II, van de Grondwet;
 - van artikel 75 van de Grondwet;
 - van artikel 77 van de Grondwet;
 - van artikel 78 van de Grondwet;
 - van artikel 82 van de Grondwet;
 - van artikel 83 van de Grondwet;
 - van artikel 96 van de Grondwet, om een lid toe te voegen over het geven van het vertrouwen om een oplossing te bieden voor lang aanslepende regeringsvormen;
 - van artikel 100, tweede lid, tweede zin, van de Grondwet;
 - van artikel 111 van de Grondwet;
 - van artikel 119, tweede zin, van de Grondwet;
 - van artikel 142, vijfde lid, van de Grondwet;
 - van artikel 150 van de Grondwet;
 - van artikel 151, § 2, tweede lid, tweede zin, van de Grondwet;
 - van artikel 151, § 6, van de Grondwet, om ook de evaluatie van de korpschefs van de zetel mogelijk te maken;
 - van artikel 174 van de Grondwet;
 - van artikel 195 van de Grondwet.

Aangenomen door de Kamer van volksvertegenwoordigers,
 Brussel, 8 mei 2024.

De Voorzitster van de Kamer van volksvertegenwoordigers,
 E. TILLIEUX

De Griffier van de Kamer van volksvertegenwoordigers,
 J. DELTOUR

Aangenomen door de Senaat,
 Brussel, 17 mei 2024.

De Voorzitster van de Senaat,
 S. D'HOSE

De Griffier van de Senaat,
 G. VAN DER BIESEN

Verklaring tot herziening van de Grondwet

Wij, FILIP, Koning der Belgen,

Verklaren:

Er bestaat reden tot herziening:

- van artikel 7bis van de Grondwet;
- van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen dat de toegang tot en het waarborgen van de in de Grondwet verankerde rechten verruimt tot alle personen die onder de rechtsmacht van de Belgische Staat vallen;
- van titel II van de Grondwet, om er nieuwe artikelen in te voegen waarin de rechten worden opgenomen die reeds zijn erkend in de voor België bindende Europese en internationale verdragen;
- van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen betreffende de interpretatie die aan de bij titel II erkende rechten moet worden gegeven in overeenstemming met de door België geratificeerde internationale en Europese verdragen ter bescherming van de grondrechten;
- van titel II van de Grondwet, om een artikel in te voegen waarin wordt verankerd dat de interpretatie van de Grondwet niet mag beogen de rechten en de vrijheden te vernietigen;
- van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen betreffende de vrijwaring van de bij titel II erkende rechten;

- de l'article 28 de la Constitution;
 - de l'article 29 de la Constitution;
 - du titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif à la décentralisation par service;
 - de l'article 43, § 2, de la Constitution;
 - de l'article 44 de la Constitution;
 - de l'article 46 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa pour offrir une solution lorsque les formations de gouvernement s'éternisent;
 - de l'article 48 de la Constitution;
 - de l'article 49 de la Constitution;
 - de l'article 56, alinéa 2, de la Constitution;
 - des dispositions du titre III, chapitre 1^{er}, section II, de la Constitution;
 - de l'article 75 de la Constitution;
 - de l'article 77 de la Constitution;
 - de l'article 78 de la Constitution;
 - de l'article 82 de la Constitution;
 - de l'article 83 de la Constitution;
 - de l'article 96 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa sur l'octroi de la confiance, en vue d'offrir une solution lorsque les formations de gouvernement s'éternisent;
 - de l'article 100, alinéa 2, deuxième phrase, de la Constitution;
 - de l'article 111 de la Constitution;
 - de l'article 119, deuxième phrase, de la Constitution;
 - de l'article 142, alinéa 5, de la Constitution;
 - de l'article 150 de la Constitution;
 - de l'article 151, § 2, alinéa 2, deuxième phrase, de la Constitution;
 - de l'article 151, § 6, de la Constitution, afin de permettre également l'évaluation des chefs de corps du siège;
 - de l'article 174 de la Constitution;
 - de l'article 195 de la Constitution.

Adopté par la Chambre des représentants,
 Bruxelles, le 8 mai 2024.

La Présidente de la Chambre des représentants,
 E. TILLIEUX

Le Greffier de la Chambre des représentants,
 J. DELTOUR

Adopté par le Sénat,
 Bruxelles, le 17 mai 2024.

La Présidente du Sénat,
 S. D'HOSE

Le Greffier du Sénat,
 G. VAN DER BIESEN

Déclaration de révision de la Constitution

Nous, PHILIPPE, Roi des Belges,

Déclarons :

Il y a lieu à révision:

- de l'article 7bis de la Constitution;
- du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau qui élargit l'accès et la garantie des droits prévus par la Constitution à l'ensemble des personnes se trouvant sous la juridiction de l'État belge;
- du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer des articles nouveaux contenant les droits déjà reconnus dans les conventions européennes et internationales ayant force obligatoire en Belgique;
- du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif à l'interprétation qui doit être donnée aux droits reconnus dans le titre II en conformité avec les traités internationaux et européens de protection des droits fondamentaux, ratifiés par la Belgique;
- du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau visant à consacrer que l'interprétation de la Constitution ne peut viser la destruction des droits et libertés;
- du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif à la garantie des droits reconnus par le titre II;

- van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen betreffende de voorwaarden waaraan de beperkingen moeten voldoen welke aan de bij titel II erkende rechten worden gesteld, voor zover de bepalingen van deze titel er niet anders over beschikken;
- van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen om het recht op veiligheid te waarborgen;
- van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen dat het recht op leven, alsook het verbod op foltering en slavernij waarborgt;
- van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen dat het recht op een billijk proces onverkort waarborgt;
- van titel II van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen dat de vrijheid van verplaatsing waarborgt;
- van artikel 10, tweede lid, tweede zinsdeel, van de Grondwet;
- van artikel 11*bis*, tweede lid, van de Grondwet, om een meer evenwichtige vertegenwoordiging van de genders in de regeringen te garanderen;
- van artikel 12, derde lid, van de Grondwet, om de Europese rechtspraak in verband met de bijstand door een advocaat vanaf het eerste verhoor na te leven;
- van artikel 21 van de Grondwet, om na het eerste lid, een lid toe te voegen om de bescherming van de bedienaren der eredienssten uit te breiden tot de afgevaardigden van de door de wet erkende organisaties die morele diensten verlenen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing, bedoeld in artikel 181, § 2;
- van artikel 22 van de Grondwet, om een lid in te voegen dat een rechtstreekse horizontale werking toekent aan de regels betreffende de bescherming van persoonsgegevens; momenteel hebben de regels betreffende de bescherming van persoonsgegevens krachtens de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens slechts een verticale werking in de interne rechtsorde en zijn dus enkel van toepassing op de relatie burger-overheid. Het is dus van belang dat ze ook tussen burgers onderling van toepassing zijn (horizontale werking);
- van artikel 23 van de Grondwet, om een lid toe te voegen betreffende het recht van de burger op een universele dienstverlening inzake post, communicatie en mobiliteit;
- van artikel 25 van de Grondwet, om de waarborgen van de drukpers uit te breiden tot de andere informatiemiddelen;
- van artikel 28 van de Grondwet;
- van artikel 29 van de Grondwet;
- van titel III van de Grondwet, om een nieuw artikel in te voegen betreffende de dienstgewijze decentralisatie;
- van artikel 43, § 2, van de Grondwet;
- van artikel 44 van de Grondwet;
- van artikel 46 van de Grondwet, om een lid toe te voegen om een oplossing te bieden voor lang aanslepende regeringsvormingen;
- van artikel 48 van de Grondwet;
- van artikel 49 van de Grondwet;
- van artikel 56, tweede lid, van de Grondwet;
- van de bepalingen van titel III, hoofdstuk 1, afdeling II, van de Grondwet;
- van artikel 75 van de Grondwet;
- van artikel 77 van de Grondwet;
- van artikel 78 van de Grondwet;
- van artikel 82 van de Grondwet;
- van artikel 83 van de Grondwet;
- van artikel 96 van de Grondwet, om een lid toe te voegen over het geven van het vertrouwen om een oplossing te bieden voor lang aanslepende regeringsvormen;
- van artikel 100, tweede lid, tweede zin, van de Grondwet;
- van artikel 111 van de Grondwet;
- van artikel 119, tweede zin, van de Grondwet;
- van artikel 142, vijfde lid, van de Grondwet;
- van artikel 150 van de Grondwet;
- van artikel 151, § 2, tweede lid, tweede zin, van de Grondwet;
- du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux conditions que doivent remplir les restrictions apportées aux droits reconnus par le titre II, pour autant que les dispositions de ce titre n'en disposent pas autrement;
- du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau garantissant le droit à la sécurité;
- du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau garantissant le droit à la vie et l'interdiction de la torture et de l'esclavage;
- du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau garantissant de façon complète le droit à un procès équitable;
- du titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau garantissant la liberté de circuler;
- de l'article 10, alinéa 2, deuxième membre de phrase, de la Constitution;
- de l'article 11*bis*, alinéa 2, de la Constitution, en vue de garantir une représentation plus équilibrée des genres dans les gouvernements;
- de l'article 12, alinéa 3, de la Constitution, afin de respecter la jurisprudence européenne en ce qui concerne l'assistance d'un avocat dès la première audition;
- de l'article 21 de la Constitution, en vue d'y ajouter, après l'alinéa 1^{er}, un alinéa afin d'étendre la protection accordée aux ministres des cultes aux délégués des organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle, visés à l'article 181, § 2;
- de l'article 22 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa afin de conférer un effet direct horizontal aux règles relatives à la protection des données à caractère personnel; actuellement, en vertu de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, les règles relatives à la protection des données à caractère personnel ne produisent dans l'ordre juridique interne qu'un effet vertical, ces règles ne s'appliquent donc que dans les rapports entre les particuliers et l'État. Or, il s'indique de prévoir qu'elles s'appliquent également dans les rapports entre particuliers (effet horizontal);
- de l'article 23 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa concernant le droit du citoyen à un service universel en matière de poste, de communication et de mobilité;
- de l'article 25 de la Constitution, en vue d'élargir les garanties de la presse aux autres moyens d'information;
- de l'article 28 de la Constitution;
- de l'article 29 de la Constitution;
- du titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif à la décentralisation par service;
- de l'article 43, § 2, de la Constitution;
- de l'article 44 de la Constitution;
- de l'article 46 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa pour offrir une solution lorsque les formations de gouvernement s'éternisent;
- de l'article 48 de la Constitution;
- de l'article 49 de la Constitution;
- de l'article 56, alinéa 2, de la Constitution;
- des dispositions du titre III, chapitre 1^{er}, section II, de la Constitution;
- de l'article 75 de la Constitution;
- de l'article 77 de la Constitution;
- de l'article 78 de la Constitution;
- de l'article 82 de la Constitution;
- de l'article 83 de la Constitution;
- de l'article 96 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa sur l'octroi de la confiance, en vue d'offrir une solution lorsque les formations de gouvernement s'éternisent;
- de l'article 100, alinéa 2, deuxième phrase, de la Constitution;
- de l'article 111 de la Constitution;
- de l'article 119, deuxième phrase, de la Constitution;
- de l'article 142, alinéa 5, de la Constitution;
- de l'article 150 de la Constitution;
- de l'article 151, § 2, alinéa 2, deuxième phrase, de la Constitution;

- van artikel 151, § 6, van de Grondwet, om ook de evaluatie van de korpschefs van de zetel mogelijk te maken;

- van artikel 174 van de Grondwet;

- van artikel 195 van de Grondwet.

Gegeven te Brussel, 18 mei 2024.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
A. DE CROO

De Vice-eersteminister en Minister van Economie en Werk,
P.-Y. DERMAGNE

De Vice-eersteminister en Minister van Middenstand,
Zelfstandigen, KMO's en Landbouw, Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing,
D. CLARINVAL

De Vice-eersteminister en Minister van Mobiliteit,
G. GILKINET

De Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met
de Coördinatie van de fraudebestrijding en de Nationale Loterij,
V. VAN PETEGHEM

De Vice-eersteminister
en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
F. VANDENBROUCKE

De Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken,
Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post,
P. DE SUTTER

De Vice-eersteminister
en Minister van Justitie en Noordzee,
P. VAN TIGCHELT

De Minister van Pensioenen en Maatschappelijke Integratie, belast
met Personen met een handicap, Armoedebestrijding en Beliris,
K. LALIEUX

De Minister van Defensie,
L. DEDONDER

De Minister van Klimaat, Leefmilieu,
Duurzame Ontwikkeling en Green Deal,
Z. KHATTABI

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,
A. VERLINDEN

De Minister van Energie,
T. VAN DER STRAETEN

De Minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken
en Buitenlandse Handel, en de Federale Culturele Instellingen,
H. LAHBIB

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking
en Grootstedenbeleid,
C. GENNEZ

De Staatssecretaris voor Relance en
Strategische Investerings, belast met Wetenschapsbeleid,
Th. DERMINE

De Staatssecretaris voor Digitalisering,
belast met Administratieve Vereenvoudiging,
Privacy en de Regie der gebouwen,
M. MICHEL

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
N. DE MOOR

- de l'article 151, § 6, de la Constitution, afin de permettre également
l'évaluation des chefs de corps du siège;

- de l'article 174 de la Constitution;

- de l'article 195 de la Constitution.

Donné à Bruxelles, le 18 mai 2024.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
A. DE CROO

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Classes moyennes,
des Indépendants, des PME et de l'Agriculture,
des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,
D. CLARINVAL

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité,
G. GILKINET

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la
Coordination de la lutte contre la fraude et de la Loterie nationale,
V. VAN PETEGHEM

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
F. VANDENBROUCKE

La Vice-Prémière Ministre et Ministre de la Fonction publique,
des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste,
P. DE SUTTER

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord,
P. VAN TIGCHELT

La Ministre des Pensions et de l'Intégration sociale, chargée des
Personnes handicapées, de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris,
K. LALIEUX

La Ministre de la Défense,
L. DEDONDER

La Ministre du Climat, de l'Environnement,
du Développement durable et du Green Deal,
Z. KHATTABI

La Ministre de l'Intérieur, des
Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,
A. VERLINDEN

La Ministre de l'Energie,
T. VAN DER STRAETEN

La Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes
et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales,
H. LAHBIB

La Ministre de la Coopération au développement
et de la Politique des Grandes villes,
C. GENNEZ

Le Secrétaire d'Etat pour la Relance et les
Investissements stratégiques, chargé de la Politique scientifique,
Th. DERMINE

Le Secrétaire d'Etat à la Digitalisation,
chargé de la Simplification administrative, de la Protection
de la vie privée et de la Régie des bâtiments,
M. MICHEL

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
N. DE MOOR

De Staatssecretaris voor Begroting en Consumentenbescherming,
A. BERTRAND
De Staatssecretaris voor Gendiergeleijkheid,
Gelijke Kansen en Diversiteit,
M.-C. LEROY

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):
Stukken: 55 4018
Integraal verslag: 8 mei 2024.
Senaat (www.senate.be):
Stukken: 7-550
Handelingen van de Senaat: 17 mei 2024.

La Secrétaire d'Etat au Budget et à la Protection des consommateurs,
A. BERTRAND
La Secrétaire d'Etat à l'Égalité des genres,
à l'Égalité des chances et à la Diversité,
M.-C. LEROY

Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be):
Documents: 55 4018
Compte rendu intégral: 8 mai 2024.
Sénat (www.senate.be):
Documents: 7-550
Annales du Sénat: 17 mai 2024.

65234

BELGISCH STAATSBLAD — 27.05.2024 — MONITEUR BELGE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
[C – 2024/005134]

18 MEI 2024. — Koninklijk besluit houdende bijeenroeping van de kiescolleges voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en bijeenroeping van de nieuwe Kamers

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 195, eerste, tweede en derde lid, en artikel 46, vijfde lid, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 105, derde lid, van het Kieswetboek, toegevoegd door de wet van 19 april 2018, artikel 106, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, en artikel 142, eerste lid, van het zelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014 ;

Gelet op de wet van 7 februari 2014 tot organisatie van de elektronische stemming met papieren bewijsstuk, inzonderheid op artikel 15, eerste lid, 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juli 2023 tot vastlegging van de datum van de verkiezing van het Europees Parlement;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 februari 2024 tot regeling van sommige kiesverrichtingen voor de gelijktijdige verkiezingen van het Europees Parlement, de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Gewest- en Gemeenschapsparlementen op 9 juni 2024;

Gelet op de verklaring van de federale wetgevende macht van 17 mei 2024 houdende dat er reden bestaat tot herziening van sommige bepalingen van de Grondwet die zij erin aanwijst ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 april 2024;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Staatsecretaris voor Begroting, gegeven op 8 mei 2024;

Gezien het artikel 8, § 1, 3° en 4° van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De kiescolleges van alle kieskringen van het Rijk worden op zondag 9 juni 2024 bijeengeroepen tussen 8 en 14 uur in de kieskantons en de gemeenten waar de stemming door middel van papieren stembiljetten geschiedt, en tussen 8 en 16 uur in de kieskantons en de gemeenten waar de stemming elektronisch is, met het oog op de verkiezing van het vereiste aantal volksvertegenwoordigers.

Art. 2. De nieuwe Kamer van Volksvertegenwoordigers wordt bijeengeroepen op donderdag 4 juli 2024.

De nieuwe Senaat wordt bijeengeroepen op donderdag 18 juli 2024.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2024/005134]

18 MAI 2024. — Arrêté royal portant convocation des collèges électoraux pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi que convocation des nouvelles Chambres

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 195, alinéas 1^{er}, 2 et 3, et l'article 46, alinéa 5, de la Constitution;

Vu l'article 105, alinéa 3, du Code électoral, inséré par la loi du 19 avril 2018, l'article 106, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, et l'article 142, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014;

Vu la loi du 7 février 2014 organisant le vote électronique avec preuve papier, notamment l'article 15, alinéa 1^{er}, 3°;

Vu l'arrêté royal du 9 juillet 2023 fixant la date de l'élection du Parlement européen ;

Vu l'arrêté royal du 18 février 2024 réglant certaines opérations en vue des élections simultanées pour le Parlement européen, la Chambre des représentants et les Parlements de Région et de Communauté du 9 juin 2024 ;

Vu la déclaration du pouvoir législatif fédéral du 17 mai 2024 portant qu'il y a lieu à révision des dispositions constitutionnelles qu'il y désigne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 avril 2024;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat du Budget, donné le 8 mai 2024 ;

Vu l'article 8, § 1^{er}, 3° et 4° de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les collèges électoraux de toutes les circonscriptions électorales du Royaume sont convoqués le dimanche 9 juin 2024 entre 8 et 14 heures dans les cantons électoraux et communes où le vote s'exprime au moyen de bulletins en papier, et entre 8 et 16 heures dans les cantons électoraux et communes où le vote est électronique, à l'effet d'élire le nombre requis de membres de la Chambre des représentants.

Art. 2. La nouvelle Chambre des Représentants est convoquée le jeudi 4 juillet 2024.

Le nouveau Sénat est convoqué le jeudi 18 juillet 2024.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Onze Eerste Minister en Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 mei 2024.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

A. DE CROO

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

Art. 4. Notre Premier Ministre et Notre Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mai 2024.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

A. DE CROO

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202718]

14. MÄRZ 2024 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 13. April 2017 zur Festlegung des Stellenplans für das Personal des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 16. Juli 1993 und vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 54 Absatz 1, ersetzt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 27. Dezember 1996 zur Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft und zur Regelung der Anwerbung, der Laufbahn und der Besoldung der Beamten, Artikel 7;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 13. April 2017 zur Festlegung des Stellenplans für das Personal des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund der begründeten Stellungnahme des Direktionsrates des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die am 29. Januar 2024 in Anwendung von Artikel 11 § 2 Absatz 2 des Erlasses der Regierung vom 27. Dezember 1996 zur Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft und zur Regelung der Anwerbung, der Laufbahn und der Besoldung der Beamten abgegeben wurde;

Aufgrund des begründeten Gutachtens des Basiskonferenzierungsausschusses A für das Personal des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 20. Februar 2024;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 4. März 2024;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten, zuständig für das Personal;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 13. April 2017 zur Festlegung des Stellenplans für das Personal des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 15. September 2022, wird wie folgt abgeändert:

1. Nach der Zeile "Verwaltungsdirektor" wird folgende Zeile eingefügt:

"Direktor.....2"

2. Die Zeile "Dienstleitender Informatiker.....1" wird gestrichen.

3. In der Zeile "Berater, Referent oder Beigeordneter Berater (*)" wird die Zahl "67" durch die Zahl "83" ersetzt.

4. In der Zeile "Erster Assistent, Assistent oder Hauptassistent (*)" wird die Zahl "34" durch die Zahl "60" ersetzt.

5. In der Zeile "Erster Sozialarbeiter, Sozialarbeiter oder Hauptsozialarbeiter (*)" wird die Zahl "21" durch die Zahl "23" ersetzt.

6. In der Zeile "Erster Sachbearbeiter, Sachbearbeiter oder Hauptsachbearbeiter (*)" wird die Zahl "64" durch die Zahl "82" ersetzt.

7. In der Zeile "Erster Sekretär, Sekretär oder Hauptsekretär (*)" wird die Zahl "2" durch die Zahl "5" ersetzt.

Art. 2 - Artikel 3 wird aufgehoben.

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt mit Wirkung vom 1. Januar 2024 in Kraft.

Art. 4 - Der für das Personal zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Eupen, den 14. März 2024

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202586]

**18. APRIL 2024 — Erlass der Regierung zur Abänderung des
verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung**

REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 7;

Aufgrund des dekretalen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 14. Dezember 2023, Artikel D.I.6 § 4 Absatz 2, abgeändert durch das Dekret vom 21. November 2022, Artikel D.II.21 § 5, eingefügt durch das Dekret vom 21. November 2022, Artikel D.II.36 § 3 Absatz 2, Artikel D.II.37 § 7 Absatz 2, Artikel D.II.45 § 3 Absatz 1 Nummer 2 und Absatz 7, ersetzt durch das Dekret vom 21. November 2022, Artikel D.II.57.1 § 1 Nummer 2, eingefügt durch das Dekret vom 21. November 2022, Artikel D.II.57.3 Absatz 1 Nummer 2, eingefügt durch das Dekret vom 21. November 2022, Artikel D.II.57.7 Absatz 1, eingefügt durch das Dekret vom 21. November 2022, Artikel D.IV.1 § 2, abgeändert durch das Dekret vom 21. November 2022, Artikel D.IV.4 Absatz 1 Nummern 7 und 9, abgeändert durch das Dekret vom 21. November 2022, Artikel D.IV.9.1 Nummer 1, eingefügt durch das Dekret vom 21. November 2022, Artikel D.IV.22 Absatz 3, ersetzt durch das Dekret vom 21. November 2022, Artikel D.IV.26 § 1 Absätze 2 und 3, Artikel D.IV.35 § 2 Absatz 1, abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2020, Artikel D.IV.40 Absatz 1, Artikel D.IV.54 § 2 Absatz 2 und § 3 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 21. November 2022, Artikel D.IV.60 Absatz 4, eingefügt durch das Dekret vom 21. November 2022 und abgeändert durch das Dekret vom 14. Dezember 2023, Artikel D.IV.72.1 Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 14. Dezember 2023, Artikel D.IV.73 Absatz 2, ersetzt durch das Dekret vom 14. Dezember 2023, Artikel D.IV.73.1 § 1 Absatz 3, ersetzt durch das Dekret vom 14. Dezember 2023, Artikel D.IV.109.5 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 21. November 2022, Artikel D.VII.1ter § 1, eingefügt durch das Dekret vom 14. Dezember 2023, Artikel D.VII.18 § 3 Absatz 1 und § 4 Absatz 1, ersetzt durch das Dekret vom 21. November 2022, Artikel D.VIII.7 § 3;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 6. Februar 2020 zur Bestellung des mit der Beitreibung von administrativen Geldbußen beauftragten Bediensteten des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund des Gutachtens des Beirats für Raumordnung vom 23. August 2023;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 19. Dezember 2023;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 20. Dezember 2023;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 75.498/4 des Staatsrates, das am 20. März 2024 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgeben wurde;

Auf Vorschlag des für die Raumordnung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel R.0.1-1 Nummer 6 des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wird aufgehoben.

Art. 2 - Artikel R.0.1-2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Mai 2019 und den Erlass der Regierung vom 19. Dezember 2019, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird zwischen das Wort "Verfahren" und das Wort "zur" die Wortfolge "und die Entscheidungen" eingefügt;

2. In Absatz 2 wird zwischen das Wort "Verfahren" und das Wort "zur" die Wortfolge "und die Entscheidungen" eingefügt und die Wortfolge "neuzugestaltenden Standorts, sei dieser in der Liste der Landschafts- und Umweltsanierungsgelände aufgenommen oder nicht," durch das Wort "Sanierungsstandorts" ersetzt;

3. Absatz 3 wird wie folgt ersetzt:

"Der Minister für Raumordnung ist in den in Absatz 2 genannten Fällen auch für das kombinierte Verfahren und die Entscheidungen zuständig, die im Artikel D.II.54 erwähnt werden."

4. Absatz 5 wird aufgehoben.

Art. 3 - Die Überschrift von Buch I Einziger Titel Kapitel III Abschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

"Abschnitt 2 - Die Beschwerdekommision"

Art. 4 - In Artikel R.I.6-1 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird das Wort "Kommission" durch das Wort "Beschwerdekommision" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel R.I.6-2 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 19. Dezember 2019, wird das Wort "Kommission" durch das Wort "Beschwerdekommision" ersetzt.

Art. 6 - Artikel R.I.6-3 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 19. Dezember 2019, wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 wird das Wort "Kommission" durch das Wort "Beschwerdekommision" ersetzt;

2. In § 2 wird das Wort "Kommission" jeweils durch das Wort "Beschwerdekommision" ersetzt.

Art. 7 - Artikel R.I.6-4 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 19. Dezember 2019, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird das Wort "Kommission" durch das Wort "Beschwerdekommision" ersetzt und folgender Satz eingefügt:

"Die Stellungnahme enthält einen begründeten Beschlussvorschlag."

2. In Absatz 3 wird das Wort "Kommission" durch das Wort "Beschwerdekommision" ersetzt.

3. In Absatz 4 wird das Wort "Kommission" jeweils durch das Wort "Beschwerdekommision" ersetzt.

4. In Absatz 5 wird das Wort "Kommission" durch das Wort "Beschwerdekommision" ersetzt.

Art. 8 - Artikel R.I.6-5 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 19. Dezember 2019, wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 1 wird wie folgt ersetzt:

„Der Vorsitzende der Beschwerdekommision oder sein Vertreter haben Anrecht auf Anwesenheitsgeld in Höhe von 75 Euro je behandelte Akte, mit einem Mindestbetrag von 150 Euro und einem Höchstbetrag von 300 Euro pro Tag, sowie auf die im Erlass der Regierung vom 12. Juli 2001 zur Harmonisierung der Anwesenheitsgelder und Fahrtenschädigungen in Gremien und Verwaltungsräten der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgesehene Fahrkostenentschädigung.“

2. In Absatz 2 wird das Wort „Kommission“ durch das Wort „Beschwerdekommision“ ersetzt.

Art. 9 - In Buch 1 Einziger Titel desselben Gesetzbuches wird folgendes Kapitel V.1 eingefügt:

„Kapitel V.1 - Fonds für Nachhaltigkeit“

Art. 10 - Die Überschrift von Buch 2 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

„Buch 2 - Planung und Areale“

Art. 11 - In Buch 2 Titel 2 Kapitel II Abschnitt 1 Unterabschnitt 3 desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.II.21-11 eingefügt:

„Art. R.II.21-11 - Die koordinierten Sektorenpläne der Deutschsprachigen Gemeinschaft umfassen die Teile der Sektorenpläne VERVIERS-EUPEN, genehmigt durch den Königlichen Erlass vom 28. August 1979, HAUTES-FAGNES, genehmigt durch den Königlichen Erlass vom 28. August 1979, und MALMEDY-SAINT-VITH, genehmigt durch den Königlichen Erlass vom 19. November 1979, die sich auf das deutsche Sprachgebiet beziehen.“

Art. 12 - Artikel R.II.36-5 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 1. Juli 2021, wird wie folgt ersetzt:

„Art. R.II.36-5 - Teiche

Ein oder mehrere Teiche werden erlaubt, wenn alle nachstehenden Bedingungen kumulativ erfüllt sind:

1. Die Wassertiefe des Teiches oder der Teiche beträgt höchstens 2 Meter.
2. Die Höchstfläche des Teiches oder der Teiche beträgt insgesamt 10 Ar.
3. Mindestens ein Drittel des um den Teich oder die Teiche liegenden Geländes weist ein sehr geringes Gefälle auf.
4. Der Teich hat oder die Teiche haben einen unregelmäßigen Rand.
5. Um den Teich oder um die Teiche herum gibt es eine nicht bewirtschaftete oder nur extensiv bewirtschaftete Pufferzone.

6. Die Wasseroberfläche wird durch Baumbepflanzung teilweise beschattet.“

Art. 13 - Artikel R.II.36-11 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 1. Juli 2021, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 2 wird das Wort „Windturbine“ durch das Wort „Windkraftanlage“ ersetzt.

2. In Absatz 3 Nummer 1 wird zwischen das Wort „einem“ und das Wort „bestehenden“ das Wort „legal“ eingefügt.

Art. 14 - In Artikel R.II.37-11 § 2 Nummer 3 desselben Gesetzbuches wird das Wort „wenigstens“ durch das Wort „maximal“ ersetzt.

Art. 15 - In Artikel R.II.37-14 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird das Wort „Städtebaugenehmigung“ jeweils durch das Wort „Genehmigung“ und das Wort „Verstädterungsgenehmigung“ jeweils durch das Wort „Städtebaubewilligung“ ersetzt.

Art. 16 - Artikel R.II.45-1 § 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

„§ 1 - Eine Ausgleichsmaßnahme auf operativer Ebene trägt insbesondere dazu bei:

1. Handlungen und Arbeiten zur Sanierung, Renovierung und Grundstücksanierung, Bau- oder Wiederaufbauhandlungen und -arbeiten durchzuführen, um das Verstädterungspotential des betroffenen Gutes wiederherzustellen;
2. Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung durchzuführen;
3. Maßnahmen zur Wiederaufwertung und Entwicklung städtischer Funktionen durchzuführen.“

Art. 17 - Artikel R.II.45-2 Absatz 3 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

„Die Art der alternativen Ausgleichsmaßnahme ist vorzugsweise gebunden an die Art der Auswirkungen, die auszugleichen sind. Eine Kombination von Maßnahmen auf operativer Ebene, auf Umweltebene und auf Ebene des Energie- oder Mobilitätsbereichs ist möglich.“

Art. 18 - In Buch 2 desselben Gesetzbuches wird folgender Titel 2.1 eingefügt:

„TITEL 2.1 - AREALE“

Art. 19 - In Buch 2 Titel 2.1 desselben Gesetzbuches wird folgendes Kapitel I, das die Artikel R.II.57.1-1 bis R.II.57.1-3 umfasst, eingefügt:

„KAPITEL I - ALLGEMEINES“

Art. 20 - In Buch 2 Titel 2.1 Kapitel I desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.II.57.1-1 eingefügt:

„Art. R.II.57.1-1 - Die in Artikel D.II.57.1 § 1 Nummer 2 erwähnten Handlungen und Arbeiten zur Sanierung umfassen:

1. die Sofortmaßnahmen bezüglich:
 - a) der Abbrüche, die durch einen Erlass des Bürgermeisters aus Gründen der öffentlichen Sicherheit angeordnet werden;
 - b) der Beseitigung der Gefahren für die Nachbarschaft, die mit dem Risiko einer mangelnden Festigkeit von Bauwerken, Bauelementen oder Ausrüstungen verbunden sind;
 - c) der Beseitigung der Unfallrisiken für die Personen, die das Gut betreten, im Zusammenhang mit den Geländen, Bauwerken, Bauelementen oder gefährlichen Ausrüstungen;
 - d) der Begrenzung des Zugangs für unbefugte Fahrzeuge und Personen zu den Geländen und Bauwerken, die zu Hausbesetzung, Alltagskriminalität, unerlaubten Aktivitäten, unbefugten Schüttungen oder Bildung von Deponien, je nach den örtlichen Gegebenheiten, verleiten könnten;
 - e) der vorsorglichen Maßnahmen der zu erhaltenden Bauwerke, Bauelemente oder Ausrüstungen, die von Schädigung durch menschliches Eingreifen (Vandalismus, wilde Beschädigungen, Diebstähle) oder wegen der klimatischen Bedingungen bedroht werden, wie z. B. Sicherungsarbeiten, Abdeckung der Dächer mit Planen, Verstopfen der Öffnungen, Verrohrung der defekten Wasserregenfallrohre oder Beseitigung der pflanzlichen Parasiten;
2. die Sammlung, Entsorgung oder Behandlung der Produkte, Materialien, Ausrüstungen, des Schutts und Abfalls, die zurückgelassen wurden oder sich aus den Maßnahmen ergeben; die Entleerung der Keller, Tanks, Kanalisationen, das Ausschlämmen der Gruben, Teiche und Becken; die Behandlung der Abwässer; die Vernichtung und Behandlung der Abfälle in Anwendung des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;
3. den Abbruch der Bauwerke und Ausrüstungen, einschließlich der unterirdischen Strukturen und nach den folgenden Bestimmungen:

- a) das Einschlagen der hohlen eingegrabenen Strukturen, Keller, Kanalisationen, Stollen und Tanks, ungeachtet deren Tiefe;
- b) der Abbruch der vollen eingegrabenen Strukturen, Grundmauern, Fundamente, Grundplatten bis zu einer Tiefe von einem Meter unter dem Niveau nach Fertigstellung oder in einer größeren Tiefe, wo sie ein Hindernis zum Wiederaufbau bilden;
- c) die Darstellung auf einem Markierungsplan der aufrechterhaltenen eingegrabenen Strukturen, mit Ausnahme der wiederverwendbaren Grundmauern, dokumentiert mit einem Plan;
- 4. das Gestrüppentfernen und die Reinigung der Gelände;
- 5. die Erd- und Einebnungsarbeiten, einschließlich der Erdab- und Zufuhr und der Stabilisierung der Gelände;
- 6. die Anpflanzung von Rasen, die Zierbepflanzung und die Aufforstung;
- 7. die Instandsetzung der Bauwerke zur Abführung, Sammlung und Rückführung des Regenwassers, die ausschließlich für den Standort bestimmt sind;
- 8. die Reparatur-, Schutz- und Stabilisierungsarbeiten an den durch die Abbrüche frei gewordenen Geländen, Anlagen und Ausrüstungen, oder die sich aus den Dienstbarkeiten auf dem Immobiliengut ergeben;
- 9. die Instandsetzung, Ersetzung oder das Anlegen von Zäunen, Einfriedungsmauern, Türen und Toren;
- 10. unbeschadet des Dekrets der Wallonischen Region vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung, die Sanierung des Bodens;
- 11. die Arbeiten zum Teilabbau und die Reinigung in den zu erhaltenden Bauwerken.“

Art. 21 - In Buch 2 Titel 2.1 Kapitel I desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.II.57.1-2 eingefügt:

“*Art. R.II.57.1-2* - Die in Artikel D.II.57.1 § 1 Nummer 2 erwähnten Handlungen und Arbeiten zur Renovierung umfassen bezüglich der bestehenden, an Ort und Stelle gehaltenen Immobilien, deren Baugestaltung unangetastet bleibt, die Bekämpfung von Pilzkrankheiten, den Abbau, die Reinigung, die Wiederinstandsetzung oder die Ersetzung der Strukturbauelemente und der Außenmauern, einschließlich des Schutzes durch Verkleidung oder Hydrophobierung und deren Isolierung sowie der Außenholzwerke, der Dachstühle, Dachhäute und der Isolierung der Dächer, der Sonnenpaneele, falls sie fester Bestandteil der Dachhaut sind, der Schornsteine, Gesimse, Dachrinnen, der Regenfallrohre und Einbauten zur Ableitung des Regenwassers, sowie der damit verbundenen Studien.“

Art. 22 - In Buch 2 Titel 2.1 Kapitel I desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.II.57.1-3 eingefügt:

“*Art. R.II.57.1-3* - Die zur Sanierung und Renovierung des Standorts geplanten Handlungen und Arbeiten, die Teil der Antragsakte auf Verabschiedung oder Abänderung des Areals sind, dürfen sich nicht auf ein Immobiliengut beziehen, das in Anwendung des Denkmalschutzdekrets vorläufig oder endgültig geschützt ist oder sich in einer archäologischen Stätte befindet.“

Art. 23 - In Buch 2 Titel 2.1 desselben Gesetzbuches wird folgendes Kapitel II eingefügt:

“KAPITEL II - VERFAHREN ZUR VERABSCHIEDUNG DES AREALS“

Art. 24 - In Buch 2 Titel 2.1 Kapitel II desselben Gesetzbuches wird folgender Abschnitt 1, der die Artikel R.II.57.3-1 bis R.II.57.3-2 umfasst, eingefügt:

“Abschnitt 1 - Initiativrecht und Vorschlag“

Art. 25 - In Buch 2 Titel 2.1 Kapitel II Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.II.57.3-1 eingefügt:

“*Art. R.II.57.3-1* - Der Minister entscheidet innerhalb einer Frist von 20 Tagen nach dessen Eingang über die Vollständigkeit und die Zulässigkeit des Antrags.“

Art. 26 - In Buch 2 Titel 2.1 Kapitel II Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.II.57.3-2 eingefügt:

“*Art. R.II.57.3-2* - Die in Artikel D.II.57.3 Absatz 1 Nummer 2 erwähnte Musterkarte stellt das Areal dar und besteht aus den folgenden vier Teilen, die je nach Fläche des Areals jeweils im Format A4 oder in einem Mehrfachen dieses Formats erstellt und auf das Format A4 gefaltet werden:

1. die Abgrenzung des geplanten Areals mit Angabe, vor dem Hintergrund eines Katasterplans:
 - a) für jede Parzelle des Areals, der entsprechenden Katasternummer;
 - b) der geographischen Nordrichtung;
 - c) des Planmaßstabs;
2. die Katasterinformationen, gegebenenfalls abgeändert vom Einnehmer des Registrierungsamtes und in der Form einer Tabelle dargestellt, die ebenso viele Zeilen wie die Anzahl der vom Arealentwurf betroffenen Parzellen und fünf Spalten mit folgenden Überschriften enthält:
 - a) Nr.: die Zeilennummer in der Tabelle;
 - b) Nummer: die Katasternummer einer Parzelle oder des Teils einer Parzelle, die/der Bestandteil des geplanten Areals ist, samt Angabe der Gemeinde und Katastergemarkung und -flur;
 - c) Art: die Art der/des betroffenen Parzelle/Parzellenteils, nach Maßgabe der Katasterinformationen;
 - d) Gesamtfläche: die Gesamtfläche der/des betroffenen Parzelle/Parzellenteils, unterteilt in drei Teilspalten, die jeweils der Anzahl Hektar (ha), Ar (a), und Zentiar (ca) entsprechen;
 - e) Eigentümer: die Identität und Anschrift des/der Eigentümer(s) der/des betroffenen Parzelle/Parzellenteils;
3. die Abgrenzung des geplanten Areals, vor dem Hintergrund eines Kartenauszugs des Nationalen Geographischen Instituts im Maßstab 1/10.000;
4. für den Sanierungsstandort, ein amtliches, vom Einnehmer des Registrierungsamtes des betroffenen Gebiets erstelltes Dokument, das die Eigentumstitel an den im Areal des Standorts aufgenommenen Parzellen samt Datum der entsprechenden Recherche auführt.

Die Tabelle gemäß Absatz 1 Nummer 2 ist die folgende:

Nr.	NUMMER	ART	GESAMTFLÄCHE			EIGENTÜMER
			ha	a	ca	
Insgesamt:						

Die Eigentumstitel gemäß Absatz 1 Nummer 4 enthalten die folgenden Angaben:

1. falls es um eine natürliche Person geht, den Namen, den/die Vornamen, den Wohnsitz, den Geburtsort und das Geburtsdatum;
2. falls es um eine Gesellschaft geht, die Rechtsform, der Name, der Gesellschaftssitz, der/das Gründungs- und datum und die Unternehmensnummer;
3. für jedes Gut die Herkunft des Eigentums und der letzte übertragene Titel, wenn er weniger als 30 Jahre alt ist, und die Identität des Verkäufers.

Wenn sie die Karte an den Fachbereich übermittelt, sendet die in Artikel D.II.57.2 Absatz 1 Nummer 2 oder Nummer 3 genannte Person eine Ausfertigung im Textformat auf EDV-Träger, und dies im Textformat, was den Kartenteil gemäß Absatz 1 Nummer 2 betrifft, und im PDF-Format, was die Kartenteile gemäß Absatz 1 Nummern 1, 3 und 4 betrifft."

Art. 27 - In Buch 2 Titel 2.1 Kapitel II desselben Gesetzbuches wird folgender Abschnitt 2 eingefügt:
"Abschnitt 2 - Verfahren"

Art. 28 - In Buch 2 Titel 2.1 desselben Gesetzbuches wird folgendes Kapitel III, das die Artikel R.II.57.7-1 und R.II.57.9-1 umfasst, eingefügt:
"KAPITEL III - BESONDERE BESTIMMUNGEN FÜR SANIERUNGSSTANDORTE"

Art. 29 - In Buch 2 Titel 2.1 Kapitel III desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.II.57.7-1 eingefügt:

"Art. R.II.57.7-1 - Die Regierung bestellt die Bediensteten, die befugt sind, die Ermittlungen und Kontrollen gemäß Artikel D.II.57.7 vorzunehmen.

Die Bediensteten können alle Personen heranziehen, die ihnen zur zweckmäßigen Erfüllung ihres Auftrags erforderlich erscheinen."

Art. 30 - In Buch 2 Titel 2.1 Kapitel III desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.II.57.9-1 eingefügt:

"Art. R.II.57.9-1 - Der Minister erlaubt den Eigentümern, die im vorgeschlagenen oder endgültig festgelegten Areal des Sanierungsstandorts befindlichen Güter zu veräußern bzw. mit dinglichen Rechten zu belasten."

Art. 31 - Artikel R.IV.1-1 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 26. Januar 2023, wird wie folgt abgeändert:

1. Die Zeile A2 der Nomenklatur wird aufgehoben.
2. In der Zeile B8 der Nomenklatur wird die Wortfolge "der gebildeten Einheit" durch die Wortfolge "des Bestands" ersetzt.
3. In der Zeile D der Nomenklatur wird die Wortfolge "oder touristischer Beherbergungsstätten" eingefügt.
4. In der Zeile D1 der Nomenklatur wird die Wortfolge "Schaffung einer Wohnung oder einer touristischen Beherbergungsstätte" durch die Wortfolge "Schaffung einer oder mehrerer Wohnungen oder einer oder mehrerer touristischen Beherbergungsstätten" ersetzt.
5. Die Zeile D2 der Nomenklatur wird aufgehoben.
6. In der Zeile E2 der Nomenklatur wird das Wort "Einrichtung" durch das Wort "Anlage" ersetzt.
7. In der Zeile E3 der Nomenklatur wird das Wort "Einrichtung" durch das Wort "Anlage" ersetzt.
8. Unter Punkt E der Nomenklatur werden folgende Zeilen 7 bis 9 eingefügt:

		7	Instandsetzungs- und Reparaturarbeiten an Beton- und Teerflächen, wenn diese Arbeiten eine Gesamtfläche pro Gut von maximal 20 m ² betreffen.	x		x
		8	Instandsetzungs- und Reparaturarbeiten an Beton- und Teerflächen, die die Bedingung in Punkt 7 nicht erfüllen.			x
		9	Abbruch oder Entfernung von Beton- oder Teerflächen, sofern die Abfälle aus dem Abbruch oder aus der Entfernung gemäß der geltenden Gesetzgebung entsorgt werden.	x		x

9. In der Zeile F4 der Nomenklatur wird der Buchstabe a) wie folgt ersetzt:

"a) sie liegen in näherer Umgebung eines legal bestehenden Gebäudes und bilden mit diesem eine funktionelle Einheit;"

10. In der Zeile F4 der Nomenklatur wird der Buchstabe b) wie folgt ersetzt:

"b) sie sind mit der öffentlichen Straße verbunden; außer im Gewerbegebiet darf die Zufahrt eine maximale Breite von 6 Metern aufweisen;"

11. In der Zeile F4 der Nomenklatur wird der Buchstabe *d*) wie folgt ersetzt:

“d) sie haben eine maximale Fläche von

- 300,00 m² im Gewerbegebiet;

- 100,00 m² in anderen Gebieten;”

12. In der Zeile F5 der Nomenklatur wird die Wortfolge “, die in näherer Umgebung eines legal bestehenden Gebäudes oder einer legal bestehenden Anlage liegen und mit ihm/ihr eine funktionelle Einheit bilden” gestrichen.

13. In der Zeile H2 der Nomenklatur wird die Wortfolge “diese Einrichtungen” durch die Wortfolge “den Pool” ersetzt.

14. In der Zeile I der Nomenklatur wird die Wortfolge “Tümpel und” gestrichen.

15. Die Zeile I1 der Nomenklatur wird wie folgt abgeändert:

a) Die Wortfolge “diese Einrichtungen” wird durch die Wortfolge “den Teich” ersetzt.

b) Die Wortfolge “Tümpel und” wird gestrichen.

c) Zwischen der Angabe “100,00 m².” und dem Wort “Die” wird die Wortfolge “Mindestens ein Drittel des Uferbereichs weist ein sehr geringes Gefälle (< 30°) auf.” eingefügt.

16. In der Zeile I2 der Nomenklatur wird die Wortfolge “und Tümpel” gestrichen.

17. In der Zeile I3 der Nomenklatur wird die Wortfolge “und Tümpel” gestrichen.

18. In der Zeile J1 der Nomenklatur wird das Wort “Einrichtungen” durch das Wort “Anlagen” ersetzt.

19. Die Zeile J3.1 der Nomenklatur wird wie folgt ersetzt:

		3.1	Anlage von Schottergärten mit maximal 8 m ² bedeckte Gartenfläche pro Gut (außerhalb der Wege).	x		x
--	--	-----	--	---	--	---

20. Die Zeile J3.2 der Nomenklatur wird wie folgt ersetzt:

		3.2	Anlage von Schottergärten mit einer Gesamtfläche pro Gut von mehr als 8 m ² (außerhalb der Wege).		x	x
--	--	-----	--	--	---	---

21. In der Zeile J6 der Nomenklatur wird das Wort “Einrichtungen” durch das Wort “Anlagen” ersetzt.

22. Die Zeile L1 der Nomenklatur wird wie folgt ersetzt:

L	Erneuerbare Energien Module zur Erzeugung von Strom oder Wärme	1	<p>1. Die Einrichtung eines oder mehrerer Module zur Erzeugung von Strom oder Wärme aus Solarenergie als Energiequelle sowie die dazugehörige Energiespeicheranlage, sofern sie damit verbunden ist und sich auf demselben Gut befindet, wie z.B. eine Batterie, wenn das oder die Module:</p> <p>a) entweder in ein legal bestehendes Gebäude integriert oder an diesem angebracht sind, entweder an der Fassade oder auf dem Dach,</p> <p>b) oder auf einer legal bestehenden künstlichen Struktur angebracht sind, wie einer Straße, einem Parkplatz, einem Eisenbahngleis, einem Bahnsteig, einem Lagerplatz für Materialien oder Waren, mit Ausnahme von künstlichen Wasserflächen.</p> <p>2. Der Ersatz eines oder mehrerer legal bestehender Module zur Erzeugung von Strom oder Wärme aus Solarenergie als Energiequelle, wenn es nicht zusätzlichen Platz beansprucht und den für die ursprüngliche Anlage festgelegten geltenden Umweltverträglichkeitsmaßnahmen entspricht.</p> <p>3. Die Einrichtung einer Wärmepumpe (einschließlich geothermischer Wärmepumpen) mit einer elektrischen Kapazität von weniger als 50 Mw und einer maximalen Tiefe von 500 Metern, die:</p> <p>a) entweder in einem legal bestehenden geschlossenen Bauwerk errichtet werden,</p> <p>b) oder mit einem Schallschutzgehäuse versehen sind und in mindestens 2 Metern Abstand zur Grundstücksgrenze gelegen sind.</p> <p>4. Die Einrichtung einer Wärmepumpe (einschließlich geothermischer Wärmepumpen) mit einer elektrischen Kapazität von höchstens 12 Kw, die:</p> <p>a) in mindestens 2 Metern Abstand zur Grundstücksgrenze gelegen ist;</p> <p>b) und entweder mit einem Schallschutzgehäuse versehen oder in 15 Metern zum nächsten Wohngebäude (außer dem eigenen) gelegen ist.</p>	x		x
---	--	---	---	---	--	---

23. Unter Punkt L der Nomenklatur wird folgende Zeile 1.1 eingefügt:

		1.1	Die Einrichtung einer Wärmepumpe bis zu 300 kW, die die in Punkt 1 genannten Bedingungen nicht erfüllt.		x	x
--	--	-----	---	--	---	---

24. In der Zeile L2 der Nomenklatur wird zwischen das Wort "gelegenen" und das Wort "Bauten" die Wortfolge "legal bestehenden" eingefügt.

25. In der Zeile N4 der Nomenklatur wird zwischen das Wort "Tierunterkünften" und das Wort ", die" die Wortfolge "bis zu einer maximalen Gesamtfläche sämtlicher Tierunterkünfte auf dem Gut von höchstens 100 m²" eingefügt und die Wortfolge "der Punkte 1 bis 2" durch die Wortfolge "des Punktes 2" ersetzt.

26. Unter Punkt N der Nomenklatur wird folgende Zeile 4.1 eingefügt:

		4.1	Aufstellung oder Bau von Tierunterkünften, die die Bedingungen der Punkte 2 oder 4 nicht erfüllen.			x
--	--	-----	--	--	--	---

27. In der Zeile N5 der Nomenklatur wird das Wort "Bienenstöcke" durch das Wort "Bienenhäuser" ersetzt.

28. In der Zeile O5 der Nomenklatur wird zwischen das Wort "Foliengewächshäusern" und das Wort ", die" die Wortfolge "bis zu einer maximalen Gesamtfläche auf dem Gut von höchstens 100 m²" eingefügt.

29. Unter Punkt O der Nomenklatur wird folgende Zeile 5.1 eingefügt:

		5.1	Hagelnetze und Einrichtung von Foliengewächshäusern, die die in den Punkten 4 oder 5 erwähnten Bedingungen nicht erfüllen.			x
--	--	-----	--	--	--	---

30. Die Zeile T2 der Nomenklatur wird wie folgt ersetzt:

		2	Bedeutende Änderung des Bodenreliefs im Sinne des Artikels R.IV.4-3 in einem Umkreis von 30,00 m von einem/einer auf demselben Gut legal bestehenden Bauwerk bzw. Anlage.		x	x
--	--	---	---	--	---	---

31. Die Zeile U1 der Nomenklatur wird wie folgt ersetzt:

U	Nutzung eines Grundstücks als Abstell- bzw. Lagerort und für mobile Anlagen	1	Nutzung eines Grundstücks für die Aufstellung einer oder mehrerer mobiler Anlagen im Sinne des Artikels D.IV.4 Absatz 1 Nummer 15 Buchstabe b), zum Zwecke der Einrichtung von Campings auf Bauernhöfen.			x
---	---	---	--	--	--	---

32. Die Zeile U2 der Nomenklatur wird wie folgt ersetzt:

		2	Gewöhnliche Benutzung eines Grundstücks: - als Abstell- bzw. Lagerort für ein oder mehrere gebrauchte Fahrzeuge, Schrott, Materialien oder Abfall; - zur Aufstellung einer oder mehrerer mobiler Anlagen wie Reklameanhänger, Planwagen, Wohnwagen, Altfahrzeuge oder Zelte, mit Ausnahme der mobilen Unterkünfte im Sinne des Dekrets vom 23. Januar 2017 zur Förderung des Tourismus.		x	x
--	--	---	---	--	---	---

33. Die Zeile V1 der Nomenklatur wird wie folgt ersetzt:

V	Touristische Beherbergungs- und Freizeitstruktur	1	Aufstellung einer oder mehrerer zur Touristenunterkunft für eine zeitweise oder saisonbedingte Benutzung bestimmten und leicht abzubauenen und zu transportierenden Strukturen, sofern folgende Bedingungen gleichzeitig erfüllt sind: a) die mobile Unterkunft hat eine maximale Fläche von 50,00 m ² ; b) ihre Aufstellung oder Errichtung erfordert keine bedeutende Änderung des Bodenreliefs; c) sie befindet sich auf einem Campingplatz im Sinne des Dekrets vom 23. Januar 2017 zur Förderung des Tourismus.	x		x
---	--	---	--	---	--	---

- 34. Die Zeile V2 der Nomenklatur wird aufgehoben;
- 35. Die Zeile V3 der Nomenklatur wird wie folgt ersetzt:

		3	Bau oder Aufstellung pro Gut von einer Holzhütte oder einem Zelt oder einem Tipi oder einer Jurte oder einer Traglufthalle in einem Forstgebiet.		x	x
--	--	---	--	--	---	---

- 36. In der Zeile W5 der Nomenklatur wird die Wortfolge "des Untergrunds" gestrichen
- 37. In der Zeile X1 der Nomenklatur wird das Wort "Einrichtungen" durch das Wort "Anlagen" ersetzt.
- 38. Die Zeile X3 der Nomenklatur wird wie folgt ersetzt:

		3	Aufstellung von höchstens einem oberirdischen Tank pro Gut.		x	x
--	--	---	---	--	---	---

- 39. Die Zeile Y14 der Nomenklatur wird wie folgt ersetzt:

		14	Aufstellung einer in den Punkten 12 oder 13 erwähnten Antenne, die die in den Punkten 12 oder 13 erwähnten Bedingungen nicht erfüllt.		x	x
--	--	----	---	--	---	---

Art. 32 - In Artikel R.IV.1-2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Mai 2019, wird die Wortfolge "Mit Ausnahme dessen" durch die Wortfolge "Zusätzlich zu dem" ersetzt.

Art. 33 - Die Überschrift von Buch 4 Titel 1 Kapitel II desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:
"KAPITEL II - HANDLUNGEN, DIE EINER ERSCHLIESSUNGSGENEHMIGUNG ODER EINER TEILUNGSGENEHMIGUNG BEDÜRFTEN"

Art. 34 - In Artikel R.IV.4-1 Absatz 1 Nummer 5 desselben Gesetzbuches wird das Wort "dreihundert" durch das Wort "einhundert" ersetzt.

Art. 35 - Artikel R.IV.4-3 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

- 1. In Absatz 1 Nummer 10 wird die Wortfolge "Tümpel und" gestrichen.
- 2. Absatz 5 wird wie folgt ersetzt:

"Abweichend von Absatz 1 Nummern 1 und 2 sind die entweder bei der Gestaltung und der Ausstattung des Gewerbegebiets oder zur Sanierung des Sanierungsstandorts vorgenommenen Änderungen des Bodenreliefs bedeutend, wenn sie in dem Gewerbegebiet oder im Sanierungsstandort einer Höhe von über einem Meter entsprechen."

Art. 36 - In Buch 4 Titel 1 Kapitel IV Abschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.IV.9.1-1 eingefügt:

"Art. R.IV.9.1-1 - Ein Projekt hat die kohärente Nachverdichtung innerhalb von Verdichtungsgunstbereichen zur Folge, wenn folgende Bedingungen kumulativ erfüllt sind:

- 1. Das Projekt liegt in ortskernnaher Lage mit grundlegender Versorgungsqualität und Anbindung an öffentliche Verkehrsmittel.
- 2. Das Projekt erfolgt in Anbindung an einen öffentlichen Verkehrsweg mit einem festen Belag und eine in Anbetracht des Projekts ausreichende Breite und Wasser-, Strom- und Entwässerungsausrüstung, was Projekte, die die Eröffnung oder Änderung eines kommunalen Verkehrsweges erfordern, nicht ausschließt, sofern die Kosten für die Herstellung und die Ausrüstung des Verkehrsweges durch den Antragsteller getragen werden.
- 3. Das Projekt wirkt nicht ökologischen Verbindungen entgegen.
- 4. Das Projekt betrifft nicht ein Grundstück bzw. den Teil eines Grundstücks, das in den letzten fünf Jahren direkt von Überschwemmungen getroffen wurde.
- 5. Das Projekt befindet sich nicht in einem kraft des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur anerkannten Standort.
- 6. Das Projekt befindet sich nicht in einem Naturgebiet.
- 7. Das Projekt:
 - a) ist an die vorherrschende Baustruktur des umliegenden Gebiets angepasst;
 - b) entspricht den ortstypischen Merkmalen der Baukultur;
 - c) verhindert nicht die weitere bauliche Erschließung des Gebiets;
 - d) falls ein Parkgebiet betroffen ist: hat nicht zur Folge, die Parkfunktion gänzlich aufzuheben, und berücksichtigt den Charakter des Gebiets.
- 8. Wenn es sich um ein Erschließungsprojekt oder ein Projekt für gruppierte Bauten handelt:
 - a) integriert das Projekt ein Konzept, das die sanfte Mobilität berücksichtigt;
 - b) führt das Projekt nicht zu einer bandartigen Zersiedelung der Landschaft;
 - c) integriert das Projekt ein besonderes Konzept für öffentliche Räume und Anlagen, inklusive Grünkonzept."

Art. 37 - In Artikel R.IV.22-3 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge "Städtebaugenehmigungen und -bescheinigungen Nr. 2" durch die Wortfolge "Genehmigungen und Städtebaubescheinigungen Nr. 2" ersetzt.

Art. 38 - Artikel R.IV.26-1 § 2 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

"§ 2 - Der Antrag auf Erschließungsgenehmigung oder Änderung oder Aufhebung einer Erschließungsgenehmigung wird über das Formular in Anhang 10 eingereicht, das dessen Inhalt festlegt."

Art. 39 - Artikel R.IV.26-2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 19. Dezember 2019 und 26. Januar 2023, wird wie folgt abgeändert:

- 1. In Absatz 1 wird die Wortfolge "Verstädterungsgenehmigung, einer Änderung der Verstädterungsgenehmigung" durch die Wortfolge "Erschließungsgenehmigung, einer Änderung oder Aufhebung der Erschließungsgenehmigung" ersetzt.

2. Absatz 2 wird wie folgt ersetzt:

“Die Entscheidung der Regierung im Rahmen eines Beschwerdeverfahrens und der Vorschlag der Beschwerdekommission an die Regierung über den Antrag auf eine Städtebaugenehmigung, eine Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten, eine Erschließungsgenehmigung, eine Änderung oder Aufhebung der Erschließungsgenehmigung oder eine Teilungsgenehmigung wird, bei Strafe der Nichtigkeit, unter Verwendung des Musters in Anhang 13 gefasst.”

Art. 40 - Artikel R.IV.26-3 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Mai 2019 und abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 19. Dezember 2019, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird die Wortfolge “Artikeln D.II.54, D.IV.22 Absatz 1 Nummer 12 und D.V.16” durch die Wortfolge “Artikeln D.II.54 oder D.IV.22 Absatz 1 Nummer 12” ersetzt.

2. In Absatz 2 wird die Wortfolge “Artikeln D.II.54, D.IV.22 Absatz 1 Nummer 12 und D.V.16” durch die Wortfolge “Artikeln D.II.54 oder D.IV.22 Absatz 1 Nummer 12” ersetzt.

3. In Absatz 5 wird die Wortfolge “Artikeln D.II.54, D.IV.22 Absatz 1 Nummer 12 und D.V.16” durch die Wortfolge “Artikeln D.II.54 oder D.IV.22 Absatz 1 Nummer 12” ersetzt.

4. In Absatz 6 wird die Wortfolge “Artikeln D.II.54, D.IV.22 Absatz 1 Nummer 12 und D.V.16” durch die Wortfolge “Artikeln D.II.54 oder D.IV.22 Absatz 1 Nummer 12” ersetzt.

Art. 41 - In Artikel R.IV.28-1 desselben Gesetzbuches wird das Wort “Verstädterungsgenehmigung” durch die Wortfolge “Erschließungsgenehmigung beziehungsweise Änderung oder Aufhebung einer Erschließungsgenehmigung” ersetzt.

Art. 42 - In Artikel R.IV.28-2 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge “auf eine Verstädterungsgenehmigung oder Änderung einer Verstädterungsgenehmigung” durch die Wortfolge “gemäß Artikel R.IV.28-1” ersetzt und die Wortfolge “Anhang 11” durch die Wortfolge “Anhang 10” ersetzt.

Art. 43 - Artikel R.IV.35-1 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 1. Juli 2021, wird wie folgt ersetzt:

“*Art. R.IV.35-1* - Die Stellungnahmen, die gemäß Artikel D.IV.35 Absatz 2 und in Übereinstimmung mit den Artikeln 12, 13 und 83 des Zusammenarbeitsabkommens im Rahmen der Untersuchung eines Antrags auf Städtebaugenehmigung oder -bescheinigung Nr. 2 zwangsläufig einzuholen sind, werden in der nachstehenden Tabelle aufgenommen. Es muss jedoch keine Stellungnahme eingeholt werden, wenn die Behörde oder Dienststelle, deren Stellungnahme einzuholen ist, die den Antrag auf Genehmigung oder Bescheinigung Nr. 2 stellt.

	<i>Standort/Spezifität des Projekts</i>	<i>Handlungen und Arbeiten</i>	<i>Einzuholende Stellungnahmen</i>
1.	Agrargebiet im Sektorenplan	Handlungen und Arbeiten innerhalb eines Agrargebiets, mit Ausnahme der Umbauarbeiten von Gebäuden ohne Vergrößerung und ohne Änderung der Zweckbestimmung	ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung ländliche Angelegenheiten und Wasserläufe
2.	Forstgebiet im Sektorenplan	Handlungen und Arbeiten innerhalb eines Forstgebiets, mit Ausnahme der Umbauarbeiten von Gebäuden ohne Vergrößerung und ohne Änderung der Zweckbestimmung	ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Natur und Forstwesen
3.	Naturgebiet im Sektorenplan	Handlungen und Arbeiten innerhalb eines Naturgebiets, mit Ausnahme der Umbauarbeiten von Gebäuden ohne Vergrößerung und ohne Änderung der Zweckbestimmung	ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Natur und Forstwesen
4.	Kommunikationsinfrastrukturen	Handlungen und Arbeiten innerhalb der Reservefläche eines regionalen Verkehrsweges oder einer Autobahn im Sektorenplan	ÖDW Mobilität und Infrastrukturen
5.		Handlungen und Arbeiten innerhalb der Reserveflächen einer Eisenbahnstrecke im Sektorenplan	INFRABEL (Infrastruktur)
6.		Regionales Wegenetz und Autobahn: Errichtung eines Gebäudes, Einrichtung eines Parkplatzes auf einem am Verkehrsweg gelegenen Grundstück	ÖDW Mobilität und Infrastrukturen
7.		Eisenbahnstrecke: Errichtung eines Gebäudes, Einrichtung eines Parkplatzes auf einem an der Eisenbahnstrecke gelegenen Grundstück	INFRABEL (Infrastruktur)
8.		Schiffbare Wasserstraße: Errichtung eines Gebäudes, Einrichtung eines Parkplatzes auf einem an der Wasserstraße gelegenen Grundstück	ÖDW Mobilität und Infrastrukturen - Abteilung Wasserwege

	<i>Standort/Spezifität des Projekts</i>	<i>Handlungen und Arbeiten</i>	<i>Einzuholende Stellungnahmen</i>
9.		Nichtschiffbarer Wasserlauf erster Kategorie: Errichtung eines Gebäudes, Einrichtung eines Parkplatzes auf einem am Wasserlauf gelegenen Grundstück	ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Direktion der nicht schiffbaren Wasserläufe ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Natur und Forstwesen
10.		Nichtschiffbarer Wasserlauf zweiter Kategorie oder nicht eingestufte Wasserlauf: Errichtung eines Gebäudes, Einrichtung eines Parkplatzes auf einem am Wasserlauf gelegenen Grundstück	Technischer Provinzialdienst ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Natur und Forstwesen
11.		Nichtschiffbarer Wasserlauf dritter Kategorie: Errichtung eines Gebäudes oder einer Anlage, Einrichtung eines Parkplatzes auf einem am Wasserlauf gelegenen Grundstück	Betroffenes Gemeindekollegium ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Natur und Forstwesen
12.		Autonomes Netz der langsamen Wege: Errichtung eines Gebäudes, Einrichtung eines Parkplatzes auf einem am RAVeL gelegenen Grundstück	ÖDW Mobilität und Infrastrukturen - Direktion des sanften Verkehrs und der kommunalen Partnerschaften
13.		Handlungen und Arbeiten innerhalb eines Gebiets der autonomen Häfen	Der Betreiber des autonomen Hafens ÖDW Mobilität und Infrastrukturen - Abteilung Wasserwege
14.	In der Nähe eines Flughafens	Handlungen und Arbeiten innerhalb des Gebiets eines Flughafens oder einer Reservefläche im Zusammenhang mit einem Flughafen	ÖDW Mobilität und Infrastrukturen - Direktion des Flughafens SOWAER
15.		Handlungen und Arbeiten innerhalb einer Zone A des langfristigen Entwicklungsplans im Zusammenhang mit einem Flughafen, mit Ausnahme der Umbauarbeiten von Gebäuden ohne Vergrößerung	ÖDW Mobilität und Infrastrukturen - Direktion des Flughafens SOWAER SKEYES
16.	Zum öffentlichen Verkehr und zur Straßenanbindung von Gebäuden bestimmte Landverkehrswege	Handlungen und Arbeiten in Bezug auf den Bau, Änderung eines Kommunalweges	Feuerwehrdienst (Hydranten, Konfiguration, Durchfahrt der Rettungsfahrzeuge)
17.	Infrastrukturen für den Transport von Flüssigkeiten und Energie	Hauptleitungen für den Transport von festen, flüssigen oder gasförmigen Stoffen: Errichtung eines Gebäudes, Einrichtung eines Parkplatzes auf einem an den Leitungen gelegenen oder von den Leitungen durchquerten Grundstück	Der Netzbetreiber Ölleitung, Pipeline: NATO
18.		Leitung des Stromübertragungs- und -versorgungsnetzes: Errichtung eines Gebäudes, Einrichtung eines Parkplatzes in weniger als dreißig Metern Abstand von einer Hochspannungsfreileitung oder an einer erdverlegten Hochspannungsleitung entlang	Der Netzbetreiber
19.		Handlungen und Arbeiten innerhalb der Reservefläche einer Leitung des Stromübertragungs- und -versorgungsnetzes oder an der Trasse einer solchen Leitung entlang	Der Netzbetreiber
20.		Handlungen und Arbeiten innerhalb der Reservefläche oder der Trasse einer Gashauptleitung	Der Netzbetreiber Feuerwehrdienst

	<i>Standort/Spezifität des Projekts</i>	<i>Handlungen und Arbeiten</i>	<i>Einzuholende Stellungnahmen</i>
21.		Handlungen und Arbeiten innerhalb der Reservefläche oder der Trasse einer Leitung für andere Gase	Der Netzbetreiber Feuerwehrrdienst
22.		Handlungen und Arbeiten innerhalb der Reservefläche oder der Trasse einer Ölleitung, einer Pipeline	NATO Feuerwehrrdienst
23.		Handlungen und Arbeiten innerhalb der Reservefläche oder der Trasse einer Hauptleitung zur Wasserversorgung	Vom Projekt betroffene Wasserversorgungsgesellschaft
24.	Naturerbe	Bemerkenswerte Bäume, Sträucher und Hecken: einen bemerkenswerten Baum bzw. Strauch oder eine bemerkenswerte Hecke abholzen, dessen/deren Wurzelwerk schaden oder dessen/deren Aussehen ändern	ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Natur und Forstwesen
25.		Handlungen und Arbeiten innerhalb eines aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur anerkannten Gebiets oder in der Nähe eines solchen Gebiets, sofern diese Handlungen und Arbeiten das Gebiet erheblich beeinträchtigen können.	ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Natur und Forstwesen
26.	Schutz der Personen, Güter oder der Umwelt	SEVESO-Standort: Handlungen und Arbeiten in Bezug auf einen neuen Betrieb oder die Änderung eines bereits bestehenden Betriebs, der mit dem Risiko eines schweren Unfalls im Sinne des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden ist	ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - "RAM"-Zelle Feuerwehrrdienst
27.		SEVESO-Standort: jedes Projekt, dessen Standort das Risiko eines schweren Unfalls vergrößern oder die Folgen eines solchen Unfalls verschlimmern könnte, im Vergleich zu einem bereits bestehenden Betrieb, der mit dem Risiko eines schweren Unfalls im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 der Wallonischen Region über die Umweltgenehmigung verbunden ist	ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - "RAM"-Zelle Feuerwehrrdienst
28.		Überschwemmungsgefahr: jedes Projekt in Bezug auf eine Immobilie, die von ihrer Lage oder ihrer Natur her eine Auswirkung auf einen Wasserlauf haben könnte oder der Überschwemmungsgefahr im Sinne des von der Wallonischen Regierung in Anwendung von Artikel D53-2 des Wassergesetzbuches angenommenen Kartenwerks ausgesetzt ist	Schiffbare Wasserstraße: ÖDW Mobilität und Infrastrukturen - Abteilung Wasserwege; Nichtschiffbarer Wasserlauf erster Kategorie: ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung ländliche Angelegenheiten und Wasserläufe Nichtschiffbarer Wasserlauf zweiter Kategorie oder nicht eingestuftes Wasserlauf: Technischer Provinzialdienst Nichtschiffbarer Wasserlauf dritter Kategorie: Betroffenes Gemeindegremium
29.		Jedes Projekt, das innerhalb einer konzentrierten Abflussachse im Sinne von Artikel R.IV.4-3 Absatz 1 Nummer 4 gelegen ist	ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung ländliche Angelegenheiten und Wasserläufe

	<i>Standort/Spezifität des Projekts</i>	<i>Handlungen und Arbeiten</i>	<i>Einzuholende Stellungnahmen</i>
30.		Technisches Vergrabungszentrum Jedes Projekt, das an ein technisches Vergrabungszentrum angrenzt oder auf einem ehemaligen Standort zur Vergrabung von Abfällen angesiedelt ist	ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Boden und Abfälle
31.		Schutzgebiet des im Abkommen zwischen der Föderalregierung und der Region erwähnten Zentrums der Europäischen Welt- raumorganisation	Zentrum der Europäischen Welt- raumorganisation
32.	Ländliche Bodenordnung	Handlungen und Arbeiten innerhalb des Areals einer Bodenordnung der ländlichen Güter (ehemals ländliche Flurbereinigung)	Gemäß dem Wallonischen Gesetzbuch über die Landwirtschaft eingerichteter Bodenordnungsausschuss
33.	Touristische Anlagen	Touristisches Projekt mit einer Fläche von über 5 ha im Sinne des Artikels R.IV.45-3	Generalkommissariat für Tourismus der Wallonischen Region Die für Tourismus zuständige Behörde der Deutschsprachigen Gemeinschaft
34.		Touristisches Projekt in einem Forstgebiet	Generalkommissariat für Tourismus der Wallonischen Region Die für Tourismus zuständige Behörde der Deutschsprachigen Gemeinschaft
35.	Sicherheit Brandschutznormen	Errichtung von für die Öffentlichkeit zugänglichen Gebäuden oder Räumen: 1. Einrichtungen zur Betreuung oder Unterbringung von Senioren und Personen mit Beeinträchtigung; 2. Krankenhäuser, einschließlich der Kliniken; 3. Zentren für medizinische, psychische, Familien- und Sozialhilfe; 4. Gebäude und Räume für soziokulturelle, Sport-, Freizeit- oder touristische Tätigkeiten, letztere, wenn sie eine Anzahl von 11 Personen oder mehr beherbergen, sowie überdachte Spielflächen; 5. Kultbauten und Bestattungshäuser; 6. Schul-, Universitäts- und Ausbildungsgebäude und -infrastrukturen; 7. Internate, Studenten- und Kinderheime; 8. Strafvollzugs- und Umerziehungsanstalten; 9. Gebäude und Infrastrukturen, wo Aufgaben öffentlichen Dienstes wahrgenommen werden, nämlich Stadthäuser, Gerichtshöfe, Gerichte und deren Kanzleien, Postämter, Bahnhöfe, Flughafen- gebäude, Bahnstationen, U-Bahn-Stationen und Bushaltestellen, einschließlich der Bahnsteige; 10. Banken und andere Geldinstitute; 11. im Bau befindliche Parkhäuser 12. Bürogebäude, Geschäfte, Geschäftszentren, Hotels, Gasthöfe, Restaurants und Cafés.	Feuerwehrdienst
36.		Errichtung von Mehrfamilienwohnhäusern	Feuerwehrdienst
37.		Errichtung oder umfangreicher Umbau von Industriegebäuden	Feuerwehrdienst

	<i>Standort/Spezifität des Projekts</i>	<i>Handlungen und Arbeiten</i>	<i>Einzuholende Stellungnahmen</i>
38.		Projekte, die den Bau oder die Änderung von Verkehrswegen voraussetzen	Feuerwehrdienst
39.	Zusammenstellung von inerten Abfällen oder Verwertung von Erde und Kiesel	Projekte gemäß Artikel R.II.33-2	ÖDW Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Boden und Abfälle
40.	Handelsniederlassungen	Projekte zur Errichtung, Einrichtung, Erweiterung oder Änderung der Art der Handelstätigkeit von Handelsniederlassungen mit einer Nettohandelsfläche von mehr als 1.000 m ² , sofern die Stellungnahme der wallonischen Behörde nicht auf Basis anderer Gesetzgebungen eingeholt werden muss. Unter Nettohandelsfläche ist die für den Verkauf bestimmte, der Öffentlichkeit zugängliche Fläche einschließlich der nicht überdachten Flächen zu verstehen. Im Falle eines Ausbaus ist zu berücksichtigende Nettohandelsfläche die Gesamtfläche nach Vollendung des Projekts einer Handelsniederlassung. In dieser Fläche sind insbesondere die Kassenbereiche, die Bereiche hinter den Kassen und die Eingangshallen, falls diese ebenfalls zu Zwecken der Ausstellung oder des Verkaufs von Waren verwendet werden, mit eingeschlossen.	ÖDW Wirtschaft, Beschäftigung, Forschung - Abteilung wirtschaftliche Entwicklung - Direktion der kommerziellen Niederlassungen

Art. 44 - In Artikel R.IV.40-1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2019, wird das Wort "Verstädterungsgenehmigung" jeweils durch das Wort "Erschließungsgenehmigung" mit den entsprechenden grammatikalischen Anpassungen ersetzt.

Art. 45 - In Artikel R.IV.40-2 desselben Gesetzbuches wird das Wort "Verstädterungsgenehmigung" jeweils durch das Wort "Erschließungsgenehmigung" mit den entsprechenden grammatikalischen Anpassungen ersetzt.

Art. 46 - Die Überschrift von Buch 4 Titel 2 Kapitel VI Abschnitt 4 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:
"Abschnitt 4 - Aussetzung des Verfahrens zur Nachbesserung des Genehmigungsantrags"

Art. 47 - In Artikel R.IV.45-5 wird das Wort "Städtebaugenehmigung" durch das Wort "Erschließungsgenehmigung" ersetzt und die Wortfolge "oder 11" gestrichen.

Art. 48 - Die Überschrift von Buch 4 Titel 2 Kapitel VII desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:
"KAPITEL VII - BESCHLUSS ÜBER DIE ANTRÄGE AUF GENEHMIGUNG ODER STÄDTEBAUBESCHEINIGUNG"

Art. 49 - In Buch 4 Titel 2 Kapitel VII Abschnitt 2 Unterabschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.IV.54-4 eingefügt:

"Art. R.IV.54-4 - § 1 - Die in Artikel D.IV.54 § 2 Absatz 1 Nummer 2 genannte Auflage der kostenlosen Abtretung von einer oder mehreren Wohneinheiten an die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes, der die betreffende Gemeinde angeschlossen ist, wird durch einen Schenkungsvertrag durchgeführt.

Es wird bestimmt, dass für Projekte, die die Schaffung durch Neubau, Umbau oder Renovierung von mindestens 600 m² Bruttowohnfläche vorsehen, eine kostenlose Abtretung von 10%

der Gesamtbruttowohnfläche des Projekts dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit entspricht. Die abzutretende Wohnfläche wird als eine oder mehrere Wohneinheiten in das Gesamtprojekt integriert. Ihre Ausstattung entspricht der Ausstattung der restlichen Wohneinheiten, sofern keine besondere Ausstattung mit der Wohnungsbaugesellschaft vereinbart wird.

§ 2 - Die in Artikel D.IV.54 § 2 Absatz 1 Nummer 1 genannte Auflage der Bereitstellung durch schriftliche Vereinbarung von einer oder mehreren Wohneinheiten an die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes, der die betreffende Gemeinde angeschlossen ist, ist auf einen Zeitraum von neun Jahren begrenzt.

Es wird bestimmt, dass für Projekte, die die Schaffung durch Neubau, Umbau oder Renovierung von mindestens 600 m² Bruttowohnfläche vorsehen, eine Bereitstellung durch schriftliche Vereinbarung von 20%

der Gesamtbruttowohnfläche des Projekts dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit entspricht. Die bereitzustellende Wohnfläche wird als eine oder mehrere Wohneinheiten in das Gesamtprojekt integriert. Ihre Ausstattung entspricht der Ausstattung der restlichen Wohneinheiten, sofern keine besondere Ausstattung mit der Wohnungsbaugesellschaft vereinbart wird.

Die Wohnungsbaugesellschaft ist für die Verwaltung der Wohnung und gegebenenfalls für ihre Instandsetzung am Ende der Vereinbarung zuständig. Die Suche nach einem Mieter, die Erstellung von Mietverträgen und Bestandsaufnahmen, die Überwachung der Pflichten des Mieters, die Garantie der Mietzahlung, die Überwachung der Instandhaltung der Immobilie durch den Mieter und die Instandsetzung im Falle einer Verschlechterung gehen zu Lasten der Wohnungsbaugesellschaft.

§ 3 - Die in Artikel D.IV.54 § 2 Absatz 1 Nummer 2 oder Nummer 3 genannte Auflage des Verkaufs zu einem bestimmten Preis von einer oder mehreren Wohneinheiten an die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes, der die betreffende Gemeinde angeschlossen ist, oder an privatrechtliche oder öffentlich-rechtliche Personen, für die der Zugang zu Eigentum gefördert werden soll, wird über einen Kaufvertrag, eine Kaufoption oder ein anderes vertragliches Instrument durchgeführt.

Der Preis wird mit der Hilfe der Immobilienerwerbskomitees der Wallonischen Region und unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit bestimmt. Die Bestimmung der Personen, für die der Zugang zu Eigentum gefördert werden soll, obliegt den Gemeinden, auf Basis von objektiv ausgewählten Kriterien.

§ 4 - Die Bruttowohnfläche im Sinne der §§ 1 und 2 umfasst alle zu Wohnzwecken bebauten Flächen, einschließlich der Nebenflächen (technische Räume, Zugänge, usw.), mit Ausnahme von:

1. Kellern, Tiefgaragen und Speichern;
2. nicht umschlossenen Flächen, einschließlich Loggien, Balkone und Carports.“

Art. 50 - In Buch 4 Titel 2 Kapitel VII Abschnitt 2 Unterabschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.IV.54-5 eingefügt:

“*Art. R.IV.54-5* - § 1 - Die in Artikel D.IV.54 § 3 Absatz 1 Nummer 1 genannte Auflage der kostenlosen Abtretung von einem oder mehreren Losen an die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes, der die betreffende Gemeinde angeschlossen ist, wird durch einen Schenkungsvertrag durchgeführt.

Es wird bestimmt, dass für Erschließungen oder Teilungen, die die Schaffung von mindestens 10 zu Wohnzwecken genutzten oder nutzbaren Losen vorsehen, die kostenlose Abtretung ab dem 10. Los von einem Los pro 5 geschaffener Lose dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit entspricht.

Anzahl der durch das Projekt geschaffenen zu Wohnzwecken genutzten oder nutzbaren Lose	Anzahl der kostenlos abzutretenden Lose
Zwischen 1 und 9 Losen	/
Zwischen 10 und 14 Losen	1 Los
Zwischen 15 und 19 Losen	2 Lose
Zwischen 20 und 24 Losen	3 Lose
Zwischen 25 und 29 Losen	4 Lose
usw.	usw.

§ 2 - Die in Artikel D.IV.54 § 3 Absatz 1 Nummern 1 und 2 genannte Auflage des Verkaufs zu einem bestimmten Preis von einem oder mehreren zu Wohnzwecken genutzter oder nutzbarer Lose an die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes, der die betreffende Gemeinde angeschlossen ist, oder an privatrechtliche oder öffentlich-rechtliche Personen, für die der Zugang zu Eigentum gefördert werden soll, wird über einen Kaufvertrag, eine Kaufoption oder ein anderes vertragliches Instrument durchgeführt.

Es wird bestimmt, dass für Erschließungen oder Teilungen, die die Schaffung von mindestens 5 zu Wohnzwecken genutzten oder nutzbaren Losen vorsehen, der Verkauf zum Selbstkostenpreis ab dem 5. Los von einem Los pro 5 geschaffener Lose dem Grundsatz der Verhältnismäßigkeit entspricht.

Anzahl der durch das Projekt geschaffenen zu Wohnzwecken genutzten oder nutzbaren Lose	Anzahl der zum Selbstkostenpreis zu verkaufenden Lose
Zwischen 1 und 4 Losen	/
Zwischen 5 und 9 Losen	1 Los
Zwischen 10 und 14 Losen	2 Lose
Zwischen 15 und 19 Losen	3 Lose
Zwischen 20 und 24 Losen	4 Lose
usw.	usw.

Der Preis entspricht dem Selbstkostenpreis der Lose und demnach der Erstattung der Kosten, die der Antragsteller aufbringt, um die Lose zu teilen und/oder zu erschließen.

Die Bestimmung der Personen, für die der Zugang zu Eigentum gefördert werden soll, obliegt den Gemeinden auf Basis von objektiv auserwählten Kriterien.“

Art. 51 - In Buch 4 Titel 2 Kapitel VII Abschnitt 3 Unterabschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.IV.60-1, eingefügt:

“*Art. R.IV.60-1* - Die in Artikel D.IV.60 Absatz 4 erwähnte von der zuständigen Behörde verlangte finanzielle Garantie für die Einreichung der Unterlagen gemäß Artikel D.IV.73 beläuft sich auf mindestens 100 Euro für einen Genehmigungsantrag ohne Hinzuziehung eines Architekten und auf mindestens 750 Euro für einen Genehmigungsantrag mit Hinzuziehung eines Architekten.“

Art. 52 - In Buch 4 Titel 2 Kapitel X desselben Gesetzbuches wird folgender Abschnitt 3.1, der den Artikel R.IV.72-1 enthält, eingefügt:

“Abschnitt 3.1 - Vereinfachter Antrag auf Änderungen der erteilten Genehmigung vor oder während der Durchführung der Arbeiten“

Art. 53 - In Buch 4 Titel 2 Kapitel X Abschnitt 3.1 desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.IV.72-1 eingefügt:

“*Art. R.IV.72-1* - Der vereinfachte Antrag auf Änderungen nach Erteilung der Genehmigung, vor oder während der Fertigstellung der Arbeiten wird, je nach Antragsform, über das Formular in Anhang 4, 5 oder 10 eingereicht, das dessen Inhalt festlegt.“

Art. 54 - Die Überschrift von Buch 4 Titel 2 Kapitel X Abschnitt 4, abgeändert durch den Erlass vom 26. Januar 2023, desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

“Abschnitt 4 - Unterlagen nach Durchführung der Handlungen oder Arbeiten”

Art. 55 - Artikel R.IV.73-1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass vom 26. Januar 2023, wird wie folgt ersetzt:

“*Art. R.IV.73-1* - Die Unterlagen nach Durchführung der Handlungen oder Arbeiten werden über das Muster in Anhang 34 eingereicht, das ihren Inhalt bestimmt.

Die Unterlagen nach Durchführung der Handlungen oder Arbeiten gemäß Artikel D.IV.73.1 § 1 Nr. 2 und 3 weisen die Inhalte der Pläne der Genehmigung auf, die gemäß Artikel D.IV.26 eingereicht wurden, und stellen die tatsächlich vorhandene Situation nach Durchführung der Handlungen oder Arbeiten sowie der Auflagen dar. Unterschiede zwischen den genehmigten Plänen und den Unterlagen nach Durchführung der Handlungen oder Arbeiten werden in Rot dargestellt.

Unterschiede sind nicht ausgeführte, anders ausgeführte oder zusätzlich ausgeführte Arbeiten und Handlungen.”

Art. 56 - Artikel R.IV.73.1-1 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Regierung vom 26. Januar 2023, wird wie folgt ersetzt:

“Die in Artikel D.IV.73-1 Absatz 2 erwähnte Erklärung wird über das Muster in Anhang 33 erstellt, das ihren Inhalt bestimmt.

Art. 57 - Artikel R.IV.73.1-2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Regierung vom 26. Januar 2023, wird aufgehoben.

Art. 58 - Die Überschrift von Buch 4 Titel 3 Kapitel III Abschnitt 1 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

“Abschnitt 1 - Verfall der Erschließungs- oder Teilungsgenehmigung”

Art. 59 - Die Überschrift von Buch 4 Titel 3 Kapitel V desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

“KAPITEL V - RÜCKNAHME DER GENEHMIGUNG”

Art. 60 - Die Überschrift von Buch 4 Titel 3 Kapitel VIII desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

“KAPITEL VIII - ABÄNDERUNG UND AUFHEBUNG DER ERSCHLIESSUNGS- ODER TEILUNGSGENEHMIGUNG”

Art. 61 - Die Überschrift von Buch 4 Titel 5 Kapitel III desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

“KAPITEL III - NACH DER ABÄNDERUNG DER ERSCHLIESSUNGSGENEHMIGUNG ERSTELLTE URKUNDE”

Art. 62 - In Buch 4 desselben Gesetzbuches wird folgender Titel 7.1 eingefügt:

“TITEL 7.1 - DRINGLICHKEITSVERFAHREN”

Art. 63 - In Buch 4 Titel 7.1 desselben Gesetzbuches wird folgendes Kapitel I eingefügt:

“KAPITEL I - ANWENDUNGSBEREICH”

Art. 64 - In Buch 4 Titel 7.1 desselben Gesetzbuches wird folgendes Kapitel II eingefügt:

“KAPITEL II - AUSNAHMEN UND ABWEICHUNGEN”

Art. 65 - In Buch 4 Titel 7.1 desselben Gesetzbuches wird folgendes Kapitel III, das die Artikel R.IV.109.5-1 bis R.IV.109.11-1 umfasst, eingefügt:

“KAPITEL III - VERFAHREN”

Art. 66 - In Buch 4 Titel 7.1 Kapitel III desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.IV.109.5-1 eingefügt:

“*Art. R.IV.109.5-1* - Der Genehmigungsantrag im Rahmen des Dringlichkeitsverfahrens wird, je nach Antragsform, über das Formular in Anhang 4 oder 5 eingereicht, das dessen Inhalt festlegt.”

Art. 67 - In Buch 4 Titel 7.1 Kapitel III desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.IV.109.7-1 eingefügt:

“*Art. R.IV.109.7-1* - Der von dem Minister ausgestellte Bescheid über die formelle Vollständigkeit im Rahmen des Dringlichkeitsverfahrens wird unter Verwendung des Musters in Anhang 19 erstellt.”

Art. 68 - In Buch 4 Titel 7.1 Kapitel III desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.IV.109.11-1 eingefügt:

“*Art. R.IV.109.11-1* - Der Beschluss des Ministers zur Erteilung oder Ablehnung einer Städtebaugenehmigung oder einer Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten im Rahmen eines Dringlichkeitsverfahrens wird, bei Strafe der Nichtigkeit, unter Verwendung des Musters in Anhang 12 gefasst.”

Art. 69 - In Buch 4 Titel 7.1 desselben Gesetzbuches wird folgendes Kapitel IV eingefügt:

“KAPITEL IV - ANWENDBARE BESTIMMUNGEN”

Art. 70 - Buch 5 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 1. Juli 2021, wird aufgehoben.

Art. 71 - In Buch 7 desselben Gesetzbuches wird folgendes Kapitel Ibis eingefügt:

“KAPITEL Ibis - HANDLUNGEN UND ARBEITEN, VON DENEN VERMUTET WIRD, DASS SIE IN ÜBEREINSTIMMUNG MIT DEM RAUMORDNUNGS- UND STÄDTEBAURECHT STEHEN”

Art. 72 - In Buch 7 desselben Gesetzbuches wird folgendes Kapitel Iter, das die Artikel R.VII.1ter-1 bis R.VII.1ter-2 umfasst, eingefügt:

“KAPITEL Iter - ERKLÄRUNGEN ÜBER DIE ÜBEREINSTIMMUNG VON HANDLUNGEN ODER ARBEITEN MIT DEM RAUMORDNUNGS- UND STÄDTEBAURECHT”

Art. 73 - In Buch 7 Kapitel Iter desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.VII.1ter-1 eingefügt:

“*Art. R.VII.1ter-1* - Der Antrag auf eine Erklärung über die Übereinstimmung mit dem Raumordnungs- und Städtebaurecht wird über das Formular in Anhang 30 eingereicht, das dessen Inhalt festlegt.”

Art. 74 - In Buch 7 Kapitel Iter desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.VII.1ter-2 eingefügt:

“*Art. R.VII.1ter-2* - Die Erklärung über die Übereinstimmung mit dem Raumordnungs- und Städtebaurecht wird, bei Strafe der Nichtigkeit, unter Verwendung des Musters in Anhang 31 gefasst.”

Art. 75 - In Buch 7 Kapitel III Abschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.VII.4-1 eingefügt:

“*Art. R.VII.4-1* - Die von den feststellenden Bediensteten erstellte vorherige Mahnung im Sinne von Artikel D.VII.4 wird, bei Strafe der Nichtigkeit, unter Verwendung des Musters in Anhang 32 gefasst.”

Art. 76 - Die Überschrift von Buch 7 Kapitel VI desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

“KAPITEL VI - AUSSERGERICHTLICHE MASSNAHMEN NACH PROTOKOLLIERUNG”

Art. 77 - Die Überschrift von Buch 7 Kapitel VI Abschnitt 3 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

“Abschnitt 3 - Regularisierungsprüfung und Vergleich”

Art. 78 - Buch 7 Kapitel VI Abschnitt 3 Unterabschnitt 1 desselben Gesetzbuches wird gestrichen.

Art. 79 - In Buch 7 Kapitel VI Abschnitt 3 desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.VII.18-1 eingefügt:

“*Art. R.VII.18-1* - Der Beschluss der Regierung über den Antrag auf Regularisierungsprüfung wird, bei Strafe der Nichtigkeit, unter Verwendung des Musters in Anhang 12 gefasst.”

Art. 80 - In Buch 7 Kapitel VI Abschnitt 3 desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.VII.18-2 eingefügt:

"Art. R.VII.18-2 - Der in Artikel D.VII.18 erwähnten Vergleichsbetrag wird wie folgt berechnet:

1. Bau, Wiederaufbau oder Erweiterung von nicht industriell, gewerblich oder beruflich genutzten Bauwerken, Nebenvolumen, Anbauvolumen, überdachten Flächen:

a) wenn das ein Verstoß bildende, von außen gemessene Volumen weniger als 100 m³ beträgt: 25 Euro / m³;

b) wenn das ein Verstoß bildende, von außen gemessene Volumen mehr als 100 m³, aber weniger als 200 m³ beträgt: 35 Euro / m³;

2. Bau, Wiederaufbau oder Erweiterung von industriell, gewerblich oder beruflich genutzten Bauwerken, Nebenvolumen, Anbauvolumen, überdachten Flächen:

a) wenn das ein Verstoß bildende, von außen gemessene Volumen weniger als 100 m³ beträgt: 35 Euro / m³;

b) wenn das ein Verstoß bildende, von außen gemessene Volumen mehr als 100 m³, aber weniger als 200 m³ beträgt: 60 Euro / m³;

c) wenn das ein Verstoß bildende, von außen gemessene Volumen mehr als 200 m³ beträgt: 80 Euro / m³;

3. Errichten ortsfester Anlagen, Mauern und Einfriedungen: 50 Euro / m² Grund- bzw. Anlagenstellfläche oder 50 Euro pro in der Höhe oder Länge berechneten laufenden Meter bei punktuellen oder linearen Anlagen, Mauern und Einfriedungen;

4. Anbringen von Aushängeschildern und Reklamevorrichtungen: 200 Euro / m²;

5. Abbruch: 100 Euro / m³ von außen gemessene Volumen;

6. Arbeiten an der Tragestruktur eines Gebäudes ohne Änderung des Volumens oder der Zweckbestimmung: 250 Euro;

7. Änderung des Aussehens der Dachmaterialien oder des Verblendwerkstoffs des aufgehenden Bauwerks: 25 Euro / m²;

8. Öffnung oder Veränderung von Ausschnitten oder Fenster- und Außentürrahmen in der Dachfläche oder in aufgehenden Mauerwerken: 100 Euro pro Ausschnitt;

9. Ersetzen von Fenster- bzw. Außentürrahmen: 250 Euro pro Tür oder Fensterrahmen;

10. Instandsetzungs- und Reparaturarbeiten an Beton- und Teerflächen: 100 Euro / m² der vom Verstoß betroffenen Fläche;

11. Versiegelung von Flächen durch kontinuierliche und undurchlässige Materialien: 150 Euro / m² der vom Verstoß betroffenen Fläche;

12. Schaffung einer neuen Wohnung oder einer touristischen Beherbergungsstätte in einem bestehenden Gebäude: 5.000 Euro pro Wohnung oder touristischer Beherbergungsstätte;

13. Abänderung der Zweckbestimmung eines gesamten Gutes oder eines Teils davon: 25 Euro / m³ des Gebäudes von außen gemessen, wenn die Änderung der Zweckbestimmung außerhalb eines bestehenden Gebäudes stattfindet;

14. Änderung der Aufteilung der Verkaufsflächen und der erlaubten Geschäftstätigkeiten in einem Gebäude, dessen durch die Städtebaugenehmigung zugelassene Zweckbestimmung kommerziell ist: 35 Euro / m²;

15. bedeutende Veränderung des Bodenreliefs, einschließlich der Schaffung von Wasserstaubecken oder Ausschachtungen: 10 Euro / m³;

16. Aufforstung, Abholzung, einschließlich der Forstwirtschaft und des Anbaus von Weihnachtsbäumen: 5 Euro / m² aufgeforstete oder abgeholzte Fläche, oder Fläche mit einer Weihnachtsbäume-Kultur;

17. Fällen von alleinstehenden, hochstämmigen Bäumen, die sich in einem durch den geltenden Sektorenplan bzw. durch ein geltendes lokales Orientierungsschema vorgesehenen Grüngebiet befinden: 1000 Euro pro gefälltten Baum;

18. Fällen von Hecken oder Alleen: 100 Euro pro laufenden Meter gefälltter Hecke, 500 Euro pro in der Allee gefälltten Baum;

19. Fällen von bemerkenswerten Bäumen, Sträuchern, Hecken: 1000 Euro pro Baum, 500 Euro pro Strauch, oder 100 Euro pro laufenden Meter gefälltter Hecke;

20. Veränderung des Aussehens von bemerkenswerten Bäumen, Sträuchern oder Hecken: 500 Euro pro Baum, 250 Euro pro Strauch, 10 Euro pro laufenden Meter veränderter Hecke;

21. Arbeiten, die dem Wurzelwerk von bemerkenswerten Bäumen, Sträuchern oder Hecken schaden: 350 Euro pro Baum, 175 Euro pro Strauch, 10 Euro pro laufenden Meter gefälltter Hecke;

22. Rodung der in Artikel D.IV.4 Absatz 1 Nummer 13 erwähnten Vegetation: 125 Euro / m² gerodeter Fläche;

23. Veränderung der in Artikel D.IV.4 Absatz 1 Nummer 13 erwähnten Vegetation: 15 Euro / m² veränderter Fläche;

24. Abstellen von Altfahrzeugen: 250 Euro pro Fahrzeug;

25. Abstellen von Schrott, Materialien oder Abfall: 100 Euro / m³;

26. Aufstellung von beweglichen Vorrichtungen, wie Wohnwagen, Campingwagen und Zelten: 100 Euro / m² Stellfläche;

27. Bau von technischen Bauwerken wie Brücken, Tunnel, Straßen, Kanalisationen: 10% der veranschlagten Kosten der Arbeiten;

28. Ausführung von Handlungen oder Arbeiten, die nicht in den Punkten 1 bis 27 erwähnt sind: mindestens 250 Euro."

Art. 81 - In Buch 7 Kapitel VI Abschnitt 3 desselben Gesetzbuches wird folgender Artikel R.VII.18-3 eingefügt:

"Art. R.VII.18-3 - Der in Artikel R.VII.18-2 erwähnten Vergleichsbetrag wird verdoppelt, wenn die Handlungen und Arbeiten Immobiliengüter betreffen, die in Anwendung des Denkmalschutzdekrets vorläufig oder endgültig geschützt sind, sich im Schutzbereich eines vorläufig oder endgültig geschützten Gutes befinden oder sich in einer archäologischen Stätte befinden."

Art. 82 - Artikel R.VII.19-1 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 1. Juli 2021, wird aufgehoben.

Art. 83 - Artikel R.VII.19-2 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 19. Dezember 2019, wird aufgehoben.

Art. 84 - Buch 7 Kapitel VI Abschnitt 3 Unterabschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird gestrichen.

Art. 85 - Die Überschrift von Buch 7 Kapitel VI Abschnitt 4 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

"Abschnitt 4 - Verwaltungsmaßnahmen"

Art. 86 - In Buch 7 Kapitel VI desselben Gesetzbuches wird folgender Abschnitt 5 eingefügt:

"Abschnitt 5 - Kompensationsmaßnahmen"

Art. 87 - In Buch 7 Kapitel VI desselben Gesetzbuches wird folgender Abschnitt 6 eingefügt:

"Abschnitt 6 - Administrative Geldbußen"

Art. 88 - In Artikel R.VIII.7-1 Absatz 3 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Mai 2019, wird die Wortfolge "neu zu gestaltenden Standort, eines Areals für Landschafts- und Umweltsanierungsmaßnahmen" durch das Wort "Sanierungsstandort" ersetzt.

Art. 89 - Der Anhang 4 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 1. Juli 2021, wird durch den Anhang 1 des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 90 - Der Anhang 5 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 1. Juli 2021, wird durch den Anhang 2 des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 91 - Der Anhang 10 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 19. Dezember 2019, wird durch den Anhang 3 des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 92 - Der Anhang 11 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 19. Dezember 2019, wird aufgehoben.

Art. 93 - Der Anhang 4 des vorliegenden Erlasses wird in dasselbe Gesetzbuch als Anhang 32 eingefügt.

Art. 94 - Der Anhang 5 des vorliegenden Erlasses ersetzt Anhang 30 desselben Gesetzbuches.

Art. 95 - Der Anhang 6 des vorliegenden Erlasses ersetzt Anhang 31 desselben Gesetzbuches.

Art. 96 - Der Anhang 7 des vorliegenden Erlasses wird in dasselbe Gesetzbuch als Anhang 33 eingefügt.

Art. 97 - Der Anhang 8 des vorliegenden Erlasses wird in dasselbe Gesetzbuch als Anhang 34 eingefügt.

Art. 98 - In Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 6. Februar 2020 zur Bestellung des mit der Beitreibung von administrativen Geldbußen beauftragten Bediensteten des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 31. August 2023, wird folgende Nummer 1.1 eingefügt:

"1.1 Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung;"

Art. 99 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Mai 2024 in Kraft.

Art. 100 - Der für die Raumordnung zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 18. April 2024

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen
A. ANTONIADIS

18. APRIL 2024 - Anhänge zum Erlass der Regierung zur Abänderung
des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung

Anhang 1 (ersetzt Anhang 4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung):

Anhang 4 - Antrag auf Städtebaugenehmigung unter Mitwirkung eines Architekten

Anhang 2 (ersetzt Anhang 5 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung):

Anhang 5 - Antrag auf Städtebaugenehmigung ohne Mitwirkung eines Architekten

Anhang 3 (ersetzt Anhang 10 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung):

Anhang 10 - Antrag auf Erschließungsgenehmigung oder auf Änderung einer Erschließungsgenehmigung oder auf Aufhebung der Erschließungsgenehmigung

Anhang 4 (führt Anhang 32 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung ein):

Anhang 32 - Vorherige Mahnung - Verstoß nach Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung

Anhang 5 (ersetzt Anhang 30 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung):

Anhang 30 - Antrag auf Überprüfung der Übereinstimmung mit dem Raumordnungs- und Städtebaurecht

Anhang 6 (ersetzt Anhang 31 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung):

Anhang 31 - Erklärung über die Übereinstimmung von Handlungen oder Arbeiten mit dem Raumordnungs- und Städtebaurecht

Anhang 7 (führt Anhang 33 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung ein):

Anhang 33 - Erklärung zu den Unterlagen nach Durchführung der Handlungen und Arbeiten

Anhang 8: (führt Anhang 34 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung ein):

Anhang 34 - Formular zur Einreichung der Durchführungsunterlagen

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

pdg.be

Abgeordnetenkommission

www.lachambre.be

Senat

www.senate.be

Parlament Wallonie

www.parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

www.vlaamsparlement.be

Parlament Fédération Wallonie-Bruxelles

www.pfwb.be

Parlament Bruxellois (PRB)

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

<http://www.parlement.brussels>

Parlament francophone Bruxellois

www.parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

www.raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

www.ostbelgienlive.be

Föderalregierung

news.belgium.be

Belgische Nationalbank

www.nbb.be

Vlaamse Regering

beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

www.wallonie.be

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europa

www.europarl.europa.eu/relnatparl/en/home/news/secure.ipex.eu/IPEXL-WEB
commission.europa.eu/index_de

Europäischer Ausschuss der Regionen

cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Regionen und Gemeinden Europas

www.coe.int/en/web/congress/home

Großregion

www.grossregion.net
cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

euregio-mr.info/de

Benelux-Parlament

www.beneluxparl.eu/fr

CALRE

www.calre.net

BELGISCHES STAATSBLETT

www.ejustice.just.fgov.be